

Eine Welt Un solo mondo Un seul monde



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

N°1 / MARS 2013
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION
www.ddc.admin.ch

Afrique du Nord

Des défis pour tous
– y compris pour la Suisse

Honduras: le pays le plus
meurtrier du monde

Collaboration avec les fournis-
seurs d'eau privés: oui, mais...



Sommaire

DOSSIER



6 AFRIQUE DU NORD Aux origines des révolutions arabes

Actuellement, le plus grand défi de la région consiste à maîtriser les problèmes sociaux et à rétablir les institutions politiques

10 Une aide spontanée, coordonnée et tournée vers l'avenir

L'engagement de la Suisse en Afrique du Nord, qui a été sensiblement renforcé, donne déjà des résultats

15 La transition sera longue et semée d'embûches

Entretien avec Ahmed Galal, directeur du Forum pour la recherche économique au Caire

17 Faits et chiffres

HORIZONS



18 « Ici au Honduras, je n'ai aucun avenir »

Dans l'espoir de trouver du travail, beaucoup de paysans honduriens quittent leurs villages et viennent s'établir à la périphérie de la capitale

21 Une journée sur le terrain avec...

Jürg Benz, coordinateur de la DDC à Tegucigalpa

22 Le dur combat d'une mère

María del Rosario Barahona parle de l'avenir qu'elle construit jour après jour pour elle et pour ses filles

DDC



23 Un pont vers le monde extérieur

La station somalienne Radio Ergo donne la parole à ceux que l'on n'écoute jamais

24 Le bon diagnostic dans les steppes via Internet

Avec le soutien de la DDC, des chirurgiens suisses ont mis sur pied un système de télé-médecine en Mongolie

FORUM



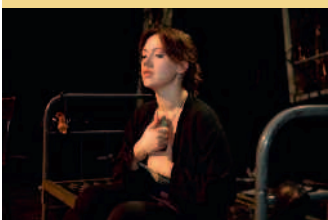
27 L'eau pour tous – une affaire privée ?

Il est possible de collaborer avec le secteur privé pour l'approvisionnement en eau, mais en fixant des conditions claires

30 « Il ne faut pas mettre tous ses œufs dans le même panier »

Carte blanche : l'Éthiopien Getachew Gebru évoque la vie des éleveurs nomades ainsi que leur contribution à l'économie et à l'environnement

CULTURE



31 Nos voisins, ces inconnus

Des coproductions théâtrales relancent les échanges culturels entre les républiques d'Asie centrale

3 Éditorial

4 Périscope

26 DDC interne

33 Service

35 Coup de cœur avec Luisa Splett

35 Impressum

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

Éditorial



La Suisse et le « Printemps arabe »

Le terme de « Printemps arabe » m'a d'emblée dérangé. Je n'ai jamais beaucoup apprécié cette expression, ni au sens propre, ni au figuré. Les manifestations qui ont secoué l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient ont commencé le 17 décembre 2010, lorsque le marchand ambulancier tunisien Mohamed Bouazizi s'est immolé pour protester contre un système arbitraire. Cette torche humaine, lourde de conséquences, s'est donc embrasée au début de l'hiver.

Le printemps est la période du renouveau, où les jeunes plantes se fraient un chemin vers la lumière, laissant derrière elles les rigueurs de l'hiver. Il représente le début d'un cycle de vie et de fertilité. C'est d'ailleurs ainsi que beaucoup ont perçu le Printemps arabe : un élan politique, social et culturel qui obéit en quelque sorte à une loi de la nature. Sur le plan politique, ce mouvement était d'autant plus séduisant que la communauté internationale n'est jamais parvenue à définir une stratégie face aux bouleversements qu'il a déclenchés. L'expression rassurait et dissimulait cette incapacité stratégique.

Des formules telles que « le Printemps arabe » suscitent des idées erronées et font naître de faux espoirs. Les changements politiques et sociaux ne suivent pas des cycles naturels. Ils sont conduits par des êtres humains, ce qui fait que leur issue est toujours ouverte. La chute des régimes autoritaires à Tunis, au Caire et ailleurs ne traçait pas automatiquement la voie vers la démocratie, l'État de droit, les droits de l'homme et l'économie de marché. Bien sûr, c'est à cela qu'aspire une grande partie de la population. Mais l'aboutissement du processus demeure incertain.

Après le début des troubles dans le monde arabe, d'aucuns ont prématurément tiré des parallèles avec les événements qui ont bouleversé l'Europe de l'Est à la fin de la guerre froide, vingt ans plus tôt. Toutefois, la partie méridionale et orientale du bassin méditerranéen ne possède ni une histoire ni une culture comparables à celles de l'ancien bloc soviétique. En outre, les pays de la région n'ont pas la perspective d'adhérer un jour à

l'Union européenne. Or, c'est ce projet qui avait naguère déclenché les processus de réforme en Europe de l'Est et leur avait donné une orientation claire.

Cela ne signifie toutefois pas que les pays du Printemps arabe sont exclus de notre sphère d'intérêts, de notre histoire, de notre actualité et de notre avenir. Au contraire, ils font partie intégrante d'un vaste espace culturel, celui de la Méditerranée, qui a contribué dans une large mesure à façonner l'histoire suisse. L'origine de notre pays réside dans son rôle de trait d'union entre la Méditerranée et le nord de l'Europe. C'est pour affirmer l'importance des cols alpins et leur propre liberté que les premiers Confédérés se sont alliés.

Notre avenir est aussi lié aux changements dans le bassin méditerranéen, avec toutes les possibilités et tous les risques que cela implique. Durant des décennies, « l'Occident » a exercé une influence sur la situation politique en Afrique du Nord et au Moyen-Orient afin de servir ses propres intérêts en matière de sécurité, d'approvisionnement en matières premières et de migrations. Voilà pourquoi il porte aujourd'hui une part de responsabilité.

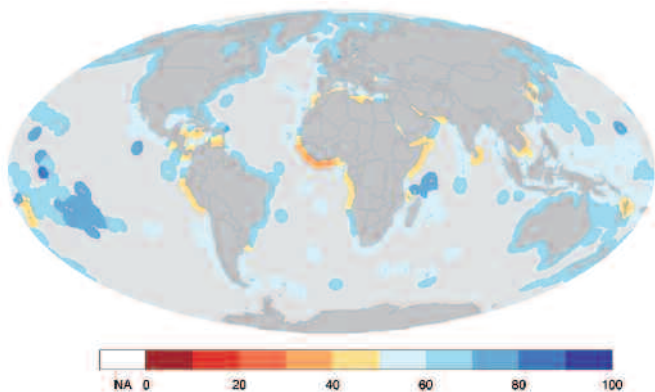
Nous sommes conscients que les transformations en cours engagent le monde arabe sur un chemin difficile, où les revers seront nombreux et dont nul ne peut prédire l'issue. Mais le jeu en vaut la chandelle.

Vous en apprendrez davantage sur ce thème – notamment sur le rôle des médias sociaux et l'engagement de la Suisse – en lisant le dossier que nous vous proposons dans ce numéro ou en visitant l'exposition *Karama! Les révolutions arabes et leurs répercussions*, qui se tient au Käfigturm de Berne jusqu'au 31 mai.

Martin Dahinden
Directeur de la DDC

(De l'allemand)

Périscope



Les océans en petite forme

(bf) Un nouvel outil permet, pour la première fois, de quantifier l'impact des activités humaines sur la mer. L'Ocean Health Index (OHI) mesure la santé des

océans dans la zone économique exclusive des États, qui s'étend jusqu'à 200 milles marins des côtes. Il a été mis au point par une équipe de chercheurs américains, sous la conduite de Ben

Halpern, de l'Université de Californie. Le calcul de l'OHI se base sur dix critères, dont la qualité de l'eau, l'apport alimentaire, la biodiversité, la protection des côtes ou la valeur touristique. Sur une échelle allant de zéro à cent, la santé des océans se situe en moyenne à soixante. Les pays industrialisés font figure de bons élèves, car ils possèdent des infrastructures efficaces et des législations strictes. Nombre d'États d'Afrique occidentale, d'Amérique latine et du Proche-Orient occupent le bas du classement. Lanterne rouge, la Sierra Leone n'obtient que 36 points. Les nations industrialisées contribuent à la mauvaise qualité des eaux côtières dans les pays en développement, où elles délocalisent des activités de production polluantes. www.oceanhealthindex.org

Des opérations à l'œil

(jls) Environ 20 millions d'êtres humains souffrent de cécité ou de déficiences visuelles dues à la cataracte, une opacification du cristallin. Presque tous vivent dans les pays en développement. Ils n'ont pas les moyens de s'offrir l'intervention chirurgicale qui permet de restaurer l'acuité visuelle. Un médecin chinois, Han Demin, a décidé de mettre cette chirurgie coûteuse à leur disposition. Avec une équipe de confrères, il examine et opère gratuitement des malades démunis. Son Programme d'action pour la restauration de la vue, lancé en 2003, était destiné d'abord aux zones défavorisées de Chine. Depuis 2007, il s'est élargi à d'autres pays d'Asie puis à l'Afrique. « Notre objectif est d'envoyer la technologie médicale la plus avancée et le meilleur service possible vers les régions et les gens qui en ont le plus besoin », explique-t-il. Plus de 50 000 personnes ont déjà été soignées, dont 14 000 en Afrique. www.ipsnews.net, chercher « cataract »

Les villes africaines veulent du pain

(gn) La demande de blé augmente rapidement en Afrique, surtout en raison du changement de comportement alimentaire dans les villes. Les citadins mangent davantage de pain et de pâtes, au détriment des céréales traditionnelles, plus longues à préparer. Or, seuls 44% des besoins sont couverts par l'agriculture locale. L'Afrique est donc obligée d'importer toujours plus de blé, alors que les prix flambent sur les marchés. En 2012, elle a dépensé 12 milliards de dollars pour en acheter 40 millions de tonnes. Le Centre international d'amélioration du maïs et du blé (Cimmyt) vient pourtant de démontrer que le continent pourrait être autosuffisant. Son étude a porté sur douze pays africains : malgré des conditions de culture optimales, ces derniers n'exploitent que 10 à 25% de leur potentiel. Moyennant quelques investissements et un apport judicieux d'engrais, 20 à 100% de leurs terres arables se prêteraient à la culture du blé. « Une hausse de la production indigène permettrait aux marchés locaux de s'affranchir de leur dépendance à l'égard des cours mondiaux qui peuvent grimper de 50% en quelques mois », note Hans-Joachim Braun, responsable du Programme mondial pour le blé au Cimmyt. www.cimmyt.org, « wheat »

Des vers et des parasites, mais un cœur solide

(bf) Les Chimane, qui vivent dans l'Amazonie bolivienne, mobilisent l'attention de la communauté scientifique. Depuis 2002, plus de cinquante anthropologues, médecins et étudiants boliviens et américains ont déjà participé à un vaste projet de recherche sur la santé de cette ethnie amérindienne qui compte quelque 13 000 individus. Ils ont

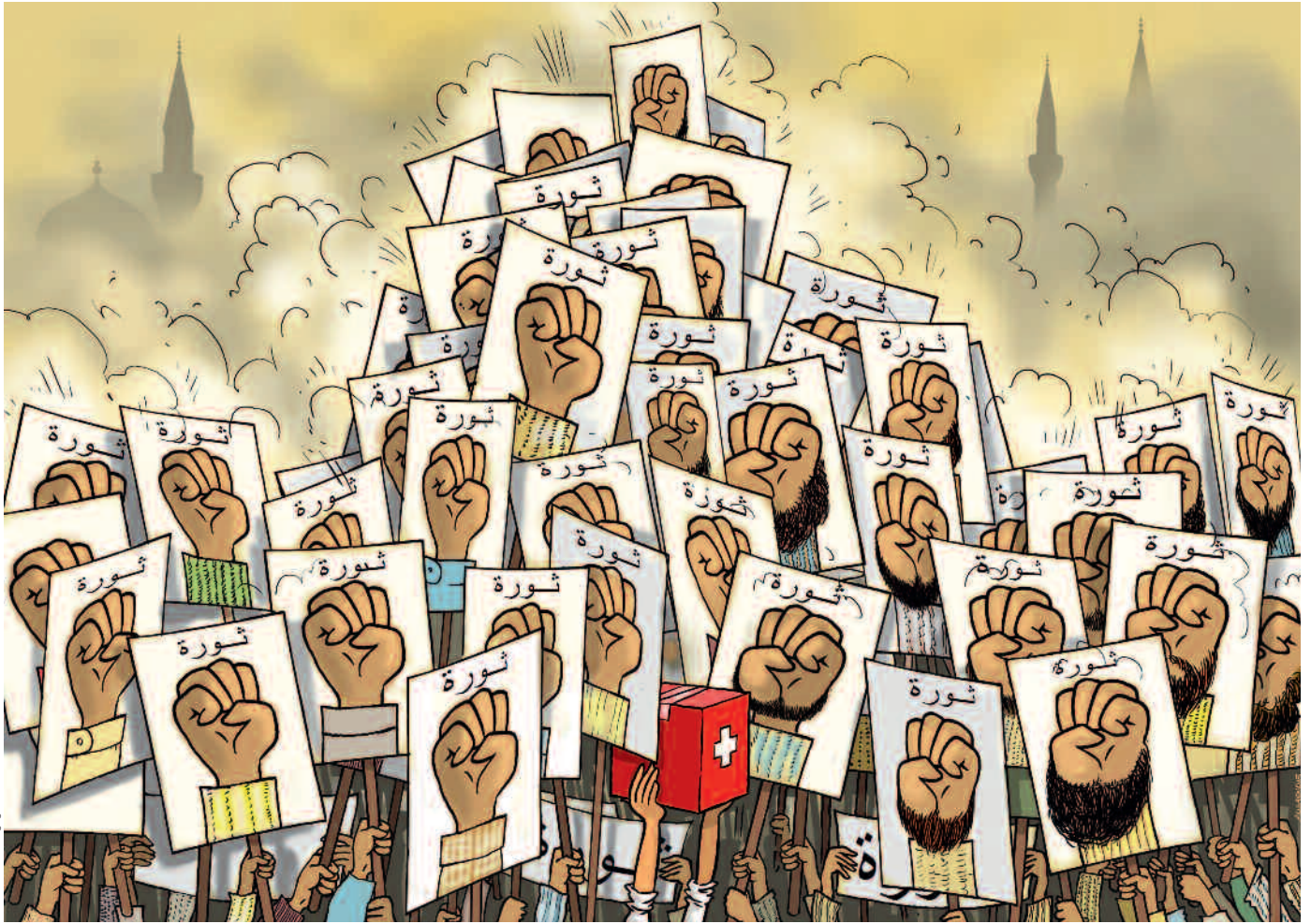


Joe Ronzoni/IWMI

L'irrigation privée gagne du terrain

(jls) Dans les pays pauvres du Sud, la plupart des paysans utilisent encore des méthodes d'arrosage rudimentaires. Mais une révolution silencieuse est en marche, constate un rapport de l'Institut international de gestion des ressources en eau (IWMI). Fatigués d'attendre l'aide des gouvernements, des paysans entrepreneurs trouvent des solutions à petite échelle pour irriguer leurs cultures. Ils investissent dans l'achat de pompes à moteur, la récolte des eaux de pluie, la construction de petits réservoirs ou le détournement de rivières. « Nous avons été sidérés par l'ampleur du phénomène », explique Meredith Giordano, coordinatrice du rapport. « Malgré les obstacles, tels que des coûts initiaux élevés et des chaînes d'approvisionnement peu développées, ces petits exploitants d'Afrique et d'Asie sont allés de l'avant en utilisant leurs propres ressources pour financer et installer des technologies d'irrigation. » Au Ghana, les systèmes d'irrigation privés couvrent déjà 25 fois plus de terrain que les mécanismes publics.

www.iwmi.cgiar.org/SWW2012



Dessin de Jean Aupiais

réalisé 42 études et 33 autres sont en cours. Tout a commencé par des travaux sur les parasites, les vers intestinaux et les maladies infectieuses dont souffrent bon nombre de Chimane. Il s'agissait d'analyser l'état de santé, le langage, le comportement social et les méthodes thérapeutiques de cette communauté. Mais les recherches ont rapidement suscité un intérêt national et international, car elles fournissent également des éclairages sur les maladies prévalant au Nord. Ainsi, des études ont confirmé que les af-



Michael Gurev/UOSB

fections cardiovasculaires sont probablement propres aux sociétés modernes. Les chercheurs examinent actuellement les liens entre testostérone et infections, entre régime alimentaire et valeur nutritive du lait maternel, ainsi qu'entre ADN et espérance de vie.

www.tsimane.org

Des rayons de soleil sous la marmite

(gn) Ce qui ressemble de loin à une antenne parabolique scintillante se révèle être un cuiseur solaire. Concentrée par la parabole, la lumière du soleil fournit suffisamment d'énergie pour faire bouillir de l'eau, voire préparer tout un repas. Les fours solaires de la dernière génération sont nettement plus efficaces que les modèles précédents, estime



Jeffrey Barbee/SunFire Solutions

Crosby Menzies. Ce pionnier sud-africain de l'énergie solaire est persuadé que les nouveaux systèmes sont promis à un bel avenir dans son pays, où nombre de ménages ne sont pas raccordés à l'électricité. Au Sénégal, 350 installations de ce type ont déjà été testées sur le terrain. Le but est de proposer à la population rurale une autre manière de cui-

siner que la combustion de bois. Si les cuiseurs solaires sont déjà au point sur le plan technique, Crosby Menzies sait qu'ils mettront du temps à s'imposer : « Pour les utiliser, il faut étaler la cuisson sur toute la journée. Cela ne correspond pas à nos traditions et passe donc par un changement d'habitudes. » www.sunfire.co.za

Aux origines des révolutions arabes

Depuis l'éclatement des révolutions arabes au début de 2011, l'Afrique du Nord connaît de profonds bouleversements. En ce moment, son plus grand défi est le même que celui qu'ont dû relever les pays d'Europe de l'Est après la chute du communisme : maîtriser les problèmes sociaux et rétablir les institutions politiques afin qu'elles soient en mesure d'engager les indispensables réformes. De Vicken Cheterian*.



Personne n'a vu venir les révolutions arabes. Le triangle formé par les dictatures au pouvoir, l'islamisme radical et une population passive semblait très stable. Du moins, c'est ainsi que nous le percevions. De surcroît, les grandes puissances occidentales s'étaient alliées avec les dictateurs contre l'ennemi commun : les militants djihadistes. Qui se serait risqué à affirmer que des révoltes couvaient à notre porte ?

Les principaux acteurs n'ont pas suffisamment prêté attention aux problèmes de développement dans la région. Pourtant, la seule lecture des très sérieux rapports du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) sur le développement humain dans le monde arabe aurait dû suffire à tirer

la sonnette d'alarme. Malgré toute la fureur et le bruit actuels, il n'est pas trop tard pour retracer la longue trajectoire qui a conduit à ces révoltes et pour tenter de mieux les comprendre.

Intitulé *Les défis de la sécurité humaine dans les pays arabes*, le rapport de 2009 est alarmant : il signale que la population de la région a plus que doublé en moins de trente ans (passant de 150 millions d'habitants en 1980 à 317 millions en 2007) et que, face à cette explosion démographique, les États s'avèrent incapables de pourvoir aux besoins fondamentaux des habitants. En Syrie, 300 000 jeunes arrivent chaque année sur le marché du travail ; en Égypte, ils sont un million. Le rapport du PNUD souligne la fragilité des économies arabes, fortement dépendantes de l'exportation d'hydrocarbures. La croissance basée sur le pétrole a conduit au déclin des secteurs traditionnels comme l'agriculture, alors que l'Afrique du Nord est moins industrialisée aujourd'hui que dans les années 70.

Pour remédier à ces maux et à leurs conséquences, telles que la pauvreté et la malnutrition, le rapport suggère d'indispensables réformes politiques. Mais les dictateurs vieillissants, trop occupés à préparer leurs enfants à reprendre les rênes du pouvoir, ont étouffé toute velléité de changement. Or, ce sont l'impossibilité de réformes et la montée de la grogne sociale qui ont mis le feu aux poudres.

Un impact similaire à la chute du Mur de Berlin

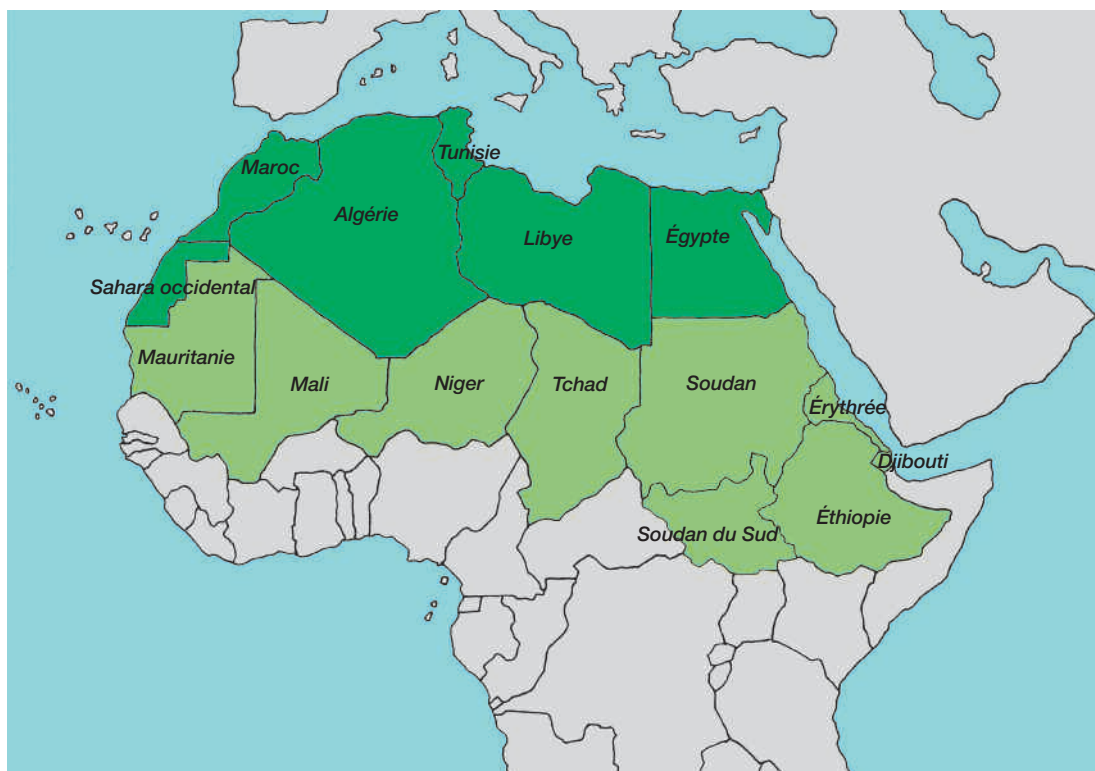
Par leur intensité et leur envergure, les révoltes arabes rappellent les événements qui avaient secoué l'Europe de l'Est deux décennies auparavant. La chute de l'URSS et de ses satellites a modifié la perception du développement, engendrant deux effets contradictoires. À court terme, on a compris que le développement était étroitement lié à la politique et qu'il ne consistait pas seulement à transférer des moyens techniques vers des nations pauvres afin de stimuler leur croissance. Le paradoxe soviétique, c'est que ce système, qui était la deuxième puissance économique mondiale et avait donné naissance à une culture technologique de haut niveau – allant de réalisations techniques remarquables jusqu'à l'envoi de Youri Gagarine dans l'espace –, s'est effondré pour des raisons politiques. La désintégration de l'URSS a engendré un chaos dont seuls des instruments politiques pouvaient venir à bout.

Dans les années 90, les experts du développement ont recouru à des méthodes innovantes pour répondre à ces nouveaux besoins. D'une part, l'aide internationale aux États postcommunistes devait

Grande manifestation devant le palais présidentiel du Caire en février 2011.



Scott Nelson/NY7/Redux/afaf



contribuer à l'instauration de systèmes démocratiques: organiser des élections transparentes, rédiger de nouvelles lois et constitutions, soutenir l'émergence de médias indépendants, etc. L'autre pan des réformes, dans lequel les spécialistes occidentaux ont également joué un rôle clé, consistait à transformer l'économie planifiée pour créer des marchés efficaces. Avec le recul, on constate que l'économie de marché est en place, mais que les réformes politiques n'ont pas engendré de véritables démocraties.

À long terme, la chute de l'URSS a confirmé l'idée dominante selon laquelle le système basé sur le marché était le seul modèle concevable. Depuis l'intégration des marchés mondiaux, à la fin des années 90, les économies postsoviétiques n'ont toutefois servi qu'à fournir des matières premières aux nations industrialisées. Ce ne sont pas seulement des pays comme l'Azerbaïdjan et le Kazakhstan qui ont été réduits à ce rôle mineur, mais également la Russie et l'Ukraine. Résultat: leurs infrastructures industrielles se sont peu à peu délabrées.

Pays exportateurs de pétrole ou de main-d'œuvre

Dans son rapport de 2009, le PNUD ne mentionnait pas l'effet néfaste de deux décennies de politiques néolibérales sur le développement socioéconomique du monde arabe. Privés de soutien étatique, les secteurs productifs locaux – agriculture et industrie – n'avaient aucune chance d'être compé-

titifs sur des marchés toujours plus ouverts. Dans l'économie mondialisée, les pays arabes n'étaient guère plus que des fournisseurs de gaz et de pétrole. Ceux qui en étaient dépourvus sont devenus des exportateurs d'ouvriers qualifiés vers les États du Golfe ou la Libye. L'absence de réglementations sur le travail a provoqué un afflux de main-d'œuvre bon marché. Cette politique d'ouverture a fait exploser le chômage: dans le sud de l'Arabie saoudite, son taux dépasse les 35%, alors que le royaume compte 31% d'ouvriers étrangers. Les pays pauvres en ressources, comme la Jordanie, le Liban ou le Yémen, dépendent de l'argent transféré par leurs ressortissants partis travailler dans le Golfe. Eux-mêmes sont envahis par une main-d'œuvre bon marché en provenance d'Asie de l'Est et d'Afrique. Dès lors, les indigènes peu qualifiés ne trouvent pas d'emploi, ni chez eux ni à l'étranger, et sont condamnés au chômage.

Ces changements démographiques et structurels ont eu des conséquences funestes sur les économies arabes. Les régimes nationalistes arabes de naguère (aussi bien en Égypte qu'en Syrie ou en Libye) avaient promis d'assurer l'autosuffisance alimentaire, notamment par une réforme agraire. Or, les pays arabes importent actuellement plus de la moitié de leur nourriture et subventionnent les denrées alimentaires de base. En 2009, ces aides étatiques ont représenté plus de 30 milliards de dollars. Aujourd'hui, le monde arabe compte parmi les régions les plus dépendantes des importations agricoles. Com-

ment s'étonner dès lors que la crise financière de 2008 et l'explosion des prix alimentaires en 2010 aient eu sur lui un impact dramatique ?

Les dangers de l'islamisme radical

Deux éléments essentiels distinguent les révoltes arabes des soulèvements en Europe de l'Est. Premièrement, ces derniers se fondaient sur un système de valeurs occidentales : les manifestants étaient avides de démocratie et demandaient l'éradication de la corruption. Dans des pays comme la Géorgie et l'Ukraine, la rébellion fut emmenée par des élites réformistes (souvent d'anciens premiers ministres) qui voyaient dans les révoltes populaires le seul moyen de réaliser un ensemble de réformes occidentales. En Tunisie et en Égypte, l'insurrection a été lancée par des jeunes gens qualifiés mais sans emploi, et férus de nouvelles technologies.

Ce sont toutefois les Frères musulmans, seule formation politique organisée, qui ont accédé au pouvoir dans ces deux pays. Des forces plus extrémistes encore, tels les mouvements salafistes ou les groupes djihadistes inspirés d'Al-Qaïda, affirment leur présence de la Libye à la Syrie en passant par le Yémen. L'émergence de courants islamistes radicaux risque de provoquer des malentendus et des différends entre les révolutions arabes et l'Occident. Elle pourrait aussi empêcher l'indispensable débat sur la manière de réorganiser les institutions politiques afin de s'attaquer aux énormes problèmes économiques.

Des révoltes réprimées dans le sang

Le recours à la violence constitue la seconde différence majeure entre les « révolutions de couleur » et le Printemps arabe. Le président serbe Slobodan Milosevic a été renversé sans qu'une seule goutte de sang ne soit versée. La transition fut tout aussi pacifique en Géorgie et en Ukraine. Le soulèvement libyen, lui, a débouché sur une guerre civile et une intervention étrangère. Le pays est aujourd'hui à la merci de commandants. Le régime syrien, fermement résolu à conserver son pouvoir et ses privilèges, a d'abord tiré sur les manifestants civils avant d'engager son artillerie et même son aviation contre les rebelles armés. Des villes et des villages entiers ont été détruits, tandis que le tissu social du pays se désintègre. Les rebelles syriens avaient initialement placé beaucoup d'espoirs dans la communauté internationale, mais celle-ci les a déçus par son inaction.

Il y a vingt ans, lorsque l'URSS s'est effondrée, l'Europe et les États-Unis étaient convaincus de la justesse de leurs choix. Aujourd'hui, l'Europe est plongée dans une crise économique et sociale. Elle paraît hésitante et incapable de trouver une stratégie



Dès le début, les femmes ont participé aux révoltes du Printemps arabe.

pour aider ses voisins méridionaux. Les problèmes qui ont conduit aux révoltes arabes sont dus principalement à de graves erreurs économiques et sociales. Mais leur solution est éminemment politique. La fronde populaire a démantelé un système qui refusait d'entreprendre les changements nécessaires pour fournir à la population des emplois et des moyens de subvenir à ses besoins. Maintenant que l'on a fait table rase du passé, il s'agit de relever un défi gigantesque : construire un nouveau système qui fonctionne. ■

**Vicken Cheterian est journaliste, analyste politique, professeur auxiliaire à l'Université Webster à Genève ainsi que chercheur-associé à la School of Oriental and African Studies (SOAS) de l'Université de Londres.*

(De l'anglais)

Une aide spontanée, coordonnée et tournée vers l'avenir

La Suisse a très vite réagi aux bouleversements survenus en Afrique du Nord : dès mars 2011, elle décidait de renforcer sensiblement son engagement dans la région, plus particulièrement en Égypte, en Tunisie, au Maroc et en Libye. La spécificité suisse réside dans le fait qu'aide humanitaire et coopération au développement sont assurées par une même entité. De Mirella Wepf.



Depuis le 17 décembre 2010, rien n'est plus comme avant en Afrique du Nord. Ce jour-là, le suicide par immolation d'un marchand de légumes tunisien a fait la une des journaux du monde entier. À peine trois semaines plus tard, la flambée des prix des denrées alimentaires provoquait des émeutes dans toute l'Algérie. En Égypte, la révolte a commencé le 25 janvier, «journée de la colère». Mi-février, des foules sont descendues dans la rue à Benghazi, en Libye. Le 18, plusieurs dizaines de personnes ont été abattues lors d'une manifestation, ce qui a débouché en quelques jours sur une guerre civile et finalement sur l'intervention de l'OTAN.

La DDC peu présente avant les révoltes

Jusqu'à l'éclatement des révolutions arabes, la coopération suisse au développement n'était pas très active en Afrique du Nord, puisqu'elle s'adresse en général à des pays où la pauvreté est plus grande. La DDC était présente uniquement au Maroc, où elle travaillait depuis 2008 à la protection des migrants et à l'amélioration des secours en cas de catastrophe. Au début de l'année 2011, les activités de la Suisse dans la région ont très vite évolué. Burgi Roos, cheffé de la section Europe et bassin méditerranéen à la DDC, a élaboré en février déjà, sur mandat de la direction, un projet succinct pour un futur programme de soutien. Elle l'a préparé avec Gabriele Siegenthaler Muinde, responsable de l'équipe Afrique du Nord, et Véronique Bourquin, membre de cette équipe. Le document identifiait les principaux domaines dans lesquels la Suisse pouvait apporter son aide. Il a servi de base à la stratégie que le Conseil fédéral a approuvée le 11 mars.

Engagement de cinq services fédéraux

Quelques jours plus tard, une première séance de coordination réunissait cinq services fédéraux issus de trois départements : le Secrétariat d'État à l'économie (Seco), qui réalisait déjà des projets d'infrastructures et de promotion des petites et moyennes entreprises en Égypte et en Tunisie ; la

Manifestation des syndicats contre le chômage à Tunis en mai 2011.



Julien Chateaufort

Fuyant le régime du colonel Kadhafi, des milliers de Libyens ont franchi la frontière tunisienne en mars 2011.

division Sécurité humaine de la Direction politique du DFAE, qui s'attachait à promouvoir les droits de l'homme et la politique de paix en Égypte ; tous deux ont été rejoints par l'Office fédéral des migrations (ODM), la Direction du droit international public du DFAE et la DDC.

Cette dernière, plus précisément la section de Burgi Roos, assure aujourd'hui la coordination générale du programme au sein de l'administration fédérale. La division Sécurité humaine du DFAE coordonne le volet « Transition vers la démocratie », le Seco la partie « Développement économique » et l'ODM le domaine « Migration et protection ».

Un budget annuel de 57 millions de francs a été réservé à la mise en œuvre du programme. Il se répartit comme suit : 4 millions pour la transition démocratique, 47 millions pour le développement économique et 6 millions pour la migration et la protection. Ces ressources servent à financer une centaine de projets et d'initiatives.

Poissons et canaux en Égypte

En Égypte, le programme suisse met l'accent sur le développement économique et l'emploi, car le processus de transition politique comportait beaucoup plus d'incertitudes dans ce pays qu'en Tunisie, par exemple. « Au départ, il y avait peu d'éléments à partir desquels nous aurions pu promouvoir efficacement la démocratisation », explique Gabriele Siegenthaler Muinde. Dans ce domaine,

la Suisse a néanmoins saisi l'occasion de soutenir le processus électoral.

Pour stimuler le développement économique, la Suisse collaborera par exemple avec l'organisation WorldFish afin de renforcer l'élevage de poissons. Ce projet permettra de créer 10 000 emplois, dont 900 pour des femmes dans le secteur de la vente. Il se réalise dans cinq gouvernorats : l'élevage d'espèces de poissons offrant un meilleur rendement



Samuel Stacey/WorldFish

L'élevage de poissons devrait permettre de créer 10 000 emplois en Égypte.



Moïse Samian/NTF/Reuters/afp

En Tunisie, comme dans d'autres dictatures arabes, l'appareil sécuritaire participait activement à la répression et n'était soumis à aucun contrôle démocratique. La Suisse soutient aujourd'hui la réforme du secteur de la sécurité dans ce pays.

Gel d'avoirs financiers

Début 2011, le Conseil fédéral a ordonné rapidement le gel des comptes bancaires détenus en Suisse par des « personnes politiquement exposées » de Tunisie, d'Égypte et de Libye. Cette mesure prise, il s'agit ensuite d'identifier l'origine de ces fonds et de restituer aux pays concernés les avoirs acquis de manière illicite. La Tunisie et l'Égypte ont adressé à la Suisse des demandes d'entraide judiciaire, dont certaines ont déjà été traitées. Pour bloquer les fonds provenant de ces deux pays, le Conseil fédéral a fait usage des pouvoirs que lui confère la Constitution fédérale. Une loi, actuellement en préparation, devrait l'habiliter dorénavant à prendre une telle mesure sans recourir au droit d'urgence. Le cas de la Libye est différent, car ce pays faisait l'objet de sanctions prononcées par l'ONU. Dès lors, l'ordonnance du Conseil fédéral se basait sur la loi relative aux embargos.

et l'amélioration de l'alimentation permettront d'optimiser la production de quatre piscicultures existantes, tandis qu'une nouvelle installation sera construite dans le gouvernorat de Minya.

Un autre projet sera réalisé à Assouan dans le secteur de l'eau. Il y a plusieurs décennies, le Fonds de développement égypto-suisse y a construit des « canaux suisses » dans le cadre d'un programme de désendettement. Partant de cette réalisation, le nouveau projet prévoit notamment d'approvisionner en eau un quartier populaire et d'aider les autorités à réduire les pertes, parfois considérables, dont souffre le réseau actuel. La DDC peut d'ailleurs compter sur les compétences du Seco. Celui-ci est présent en Égypte depuis longtemps. Il intervient en particulier dans le domaine de l'eau, soutenant par exemple la construction de stations d'épuration et le dialogue politique national sur ces questions.

Aide humanitaire et sécurité en Tunisie

En Tunisie, le programme est placé sous la direction d'un comité de pilotage bilatéral. Ce dernier est présidé par le ministère tunisien de l'investissement et de la coopération internationale ; il collabore étroitement avec d'autres ministères. Pour la mise en œuvre, un bureau de programme a été intégré dans l'ambassade suisse. Il dispose d'antennes à Kasserine et à Médenine.

En 2011, le déploiement d'une aide humanitaire à la frontière tuniso-libyenne figurait en tête des priorités. Au printemps, des milliers de personnes ont fui la Libye pour se réfugier en Tunisie, au point que la ville de Dehiba a vu arriver plus de 8000 réfugiés en un seul week-end. Aujourd'hui, la Suisse coopère aussi très activement avec la Tunisie dans les domaines de la transition vers la démocratie et du développement économique.

Elle contribue notamment à la réforme du secteur de la sécurité. « Ce projet a pris un départ remarquable », se réjouit M^{me} Siegenthaler. Comme dans beaucoup d'autres pays, les forces de sécurité tunisiennes jouaient un rôle important dans la répression et n'étaient pas soumises à un contrôle démocratique. La Suisse a financé la phase initiale de la réforme, réalisée par le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées (DCAF), basé à Genève. Depuis, les responsables du projet ont conclu un protocole d'entente avec trois ministères et défini les priorités des futures activités opérationnelles.

Migration au Maroc

La DDC est présente au Maroc depuis 2008 déjà. Compte tenu du risque élevé de séismes, d'avalanches et de sécheresses, elle contribue à la prévention des catastrophes. Avec l'Office fédéral des migrations, elle vient d'autre part en aide aux ré-



Samia Mahgoub/UNDP

Ces Libyennes brandissent fièrement leur carte électorale le 7 juillet 2012. Elles participent aux premières élections libres organisées depuis près de cinquante ans. Il s'agissait de désigner les 200 membres du Congrès national général.

fugés d'Afrique subsaharienne qui arrivent dans le pays. Elle a d'ailleurs intensifié cet effort, car le Maroc sert de voie de passage aux migrants en route vers l'Europe. « Nous mettons surtout l'accent sur la protection des femmes et des enfants : ils affluent depuis l'Algérie et sont souvent victimes de trafic d'êtres humains et de violences sexuelles avant d'arriver à la frontière », relève M^{me} Siegenthaler. La Suisse élargit aussi ses activités dans les domaines du développement économique, de la transition vers la démocratie et des droits de l'homme. Au total, elle soutient une trentaine de projets et d'initiatives au Maroc.

Élections en Libye

La Libye est le pays qui reçoit la part la plus modeste de l'aide suisse à l'Afrique du Nord. Compte tenu de ses recettes pétrolières, elle est en mesure de financer elle-même nombre de projets. Par ailleurs, sa situation politique reste des plus instables. « Pour l'heure, nous explorons avec prudence les possibilités de coopération », explique Burgi Roos. « Le régime de Kadhafi ne disposait pas d'une administration au sens classique du terme, de sorte qu'il y a peu de structures étatiques sur lesquelles nous pourrions nous appuyer. » Selon les possibilités, la Suisse fournit toutefois de l'aide en Libye. Ainsi, la DDC cofinance un projet de soutien psychosocial pour les enfants, que

Caritas met en œuvre à Misrata. En 2011, plusieurs équipes humanitaires d'intervention d'urgence ont été envoyées sur place. La Suisse a également soutenu les activités médicales du Comité international de la Croix-Rouge et les premières élections libres tenues en 2012.

Une approche unique

La condition des femmes en Afrique du Nord est un sujet qui préoccupe particulièrement Burgi Roos et Gabriele Siegenthaler Muinde. « Les droits des femmes sont mis à rude épreuve », constate M^{me} Roos. « Le fait que les ex-premières dames aient milité pour l'égalité des droits ne facilite pas les choses. Aujourd'hui, le mouvement semble s'inverser », complète sa collègue. Les périodes d'instabilité apportent souvent de l'eau au moulin des mouvements conservateurs, provisoirement du moins. « Les pays nord-africains, explique Burgi Roos, se sont moins préoccupés des questions sociétales que l'Occident. Ils vont devoir aborder ces thèmes et cela prendra du temps. » C'est pourquoi la Suisse consacre plusieurs de ses projets à la problématique du genre. Bien qu'il soit trop tôt pour apprécier globalement l'efficacité du programme pour l'Afrique du Nord, un premier processus d'évaluation a déjà démarré. « En matière de coopération au développement, il faut du temps avant de pouvoir mesurer les ré-

S'adapter à la situation

L'Algérie n'est pas incluse dans le programme de la Confédération pour l'Afrique du Nord, car le pays n'a pas connu le même bouleversement politique que ses voisins. Quant au Proche-Orient, la situation y est extrêmement fragile depuis plus d'un siècle. La DDC fournit une aide humanitaire. Comme d'autres services fédéraux, elle tente d'adapter ses activités à la situation et aux défis de la politique de développement. Dans les territoires palestiniens occupés, elle réalise un programme à long terme.



Scott Nelson/NYT/Reuters/af

Les réseaux sociaux, comme Facebook, ont prouvé leur capacité à mobiliser des foules (ici au Caire en janvier 2011). Mais les médias traditionnels, en particulier la télévision, ont également joué un rôle important dans les révoltes arabes.

sultats», explique Burgi Roos. Elle s'attend donc à ce que les efforts s'étendent sur plusieurs années, voire plusieurs décennies. « Mais nous sommes sûrs d'obtenir un bon impact. » Cette confiance repose notamment sur l'étroite collaboration entre les divers services fédéraux, ajoute M^{me} Roos : « Les acteurs externes nous font souvent remarquer que notre approche est unique en son genre. En effet,

l'aide humanitaire et la coopération sont réunies au sein d'une même entité, et nous exploitons les synergies. » Cela améliore d'ailleurs l'image de la Suisse dans les pays partenaires, précise de son côté M^{me} Siegenthaler. ■

(De l'allemand)

Échos du Printemps arabe à Berne

L'exposition *Karama! Les révolutions arabes et leurs répercussions* se tient jusqu'à fin mai au Käfigturm de Berne. Organisée par le Forum politique de la Confédération avec l'appui de la DDC et d'autres services fédéraux, elle s'interroge sur les causes des révoltes, illustre le rôle des médias sociaux et présente la situation dans les différents pays deux ans après les soulèvements. L'exposition et les conférences prévues, qui font intervenir des hôtes suisses et étrangers, montrent comment la Suisse a réagi à ces événements, en renforçant ses activités en Afrique du Nord. Elles évoquent aussi les répercussions sur la Suisse et sur la migration. Le public peut entrer en contact avec des personnes de la région par le biais des médias sociaux. Une partie du contenu est également disponible sur Internet.

« *Karama! Les révolutions arabes et leurs répercussions* », jusqu'au 31 mai au Käfigturm
www.kaefigturm.ch
www.facebook.com/KaefigturmForum



Johann Pousset/af

D'autres choix que l'émigration

En juin dernier, la Suisse et la Tunisie ont conclu un partenariat migratoire. Celui-ci inclut un protocole d'entente, un accord sur la coopération dans le domaine de la migration et un autre sur l'échange de jeunes professionnels. Au Maroc, l'Office fédéral des migrations soutient un projet de réinsertion de jeunes ayant essayé en vain d'émigrer vers l'Europe. Mené en collaboration avec la chaîne Mövenpick, ce projet offre aux bénéficiaires une formation de cinq mois dans l'hôtellerie et une prise en charge psychosociale. En parallèle, une campagne de sensibilisation présente les risques de la migration.

La transition sera longue et semée d'embûches

Ces deux dernières années, la démocratie a gagné du terrain dans les pays nord-africains. Ceux-ci restent cependant confrontés à d'importants défis économiques et politiques. Dans un entretien avec Mirella Wepf, l'économiste égyptien Ahmed Galal livre ses impressions et ses prévisions.



Dans les pays d'Afrique du Nord où la population s'est révoltée, les anciens régimes ont trop misé sur la croissance et pas assez sur une répartition équitable des richesses, estime Ahmed Galal.

Un seul monde : Où en seront les pays nord-africains dans dix ans, selon vous ?

Ahmed Galal : Les changements en Afrique du Nord ressemblent à ceux survenus en Amérique latine, en Asie de l'Est et en Europe de l'Est au cours des dernières décennies. Nous savons donc que de telles transitions prennent du temps et qu'elles n'ont rien de linéaire. Dans une dizaine d'années, notre situation économique et politique sera sans doute comparable à celle du Mexique, de la Malaisie, de l'Indonésie ou de la Turquie.

Quels sont les principaux changements de ces deux dernières années ?

Les populations ont appris qu'elles ont le pouvoir d'influer sur la politique. Toutefois, l'économie a beaucoup souffert : le coût de la vie et le chômage ont pris l'ascenseur. Je m'attends à une période

relativement longue de fléchissement conjoncturel. La reprise dépendra ensuite des progrès politiques, des réformes économiques et de l'aide extérieure.

Qu'attendez-vous de la Suisse ?

J'espère que la Suisse appuiera la transition vers la démocratie, le transfert de connaissances et de technologies ainsi que la promotion de la formation professionnelle. Elle pourrait aussi contribuer à créer des emplois, notamment en soutenant l'émergence de petites et moyennes entreprises. La situation initiale variant d'un pays à l'autre, l'aide doit être taillée sur mesure. Il importe aussi de rendre aux pays spoliés les fonds détournés par leurs anciens dirigeants. La rapidité avec laquelle la Suisse a gelé de nombreux avoirs financiers a été unanimement saluée. Mais les gens trouvent mainte-



Ahmed Galal, titulaire d'un doctorat en économie de l'Université de Boston, dirige depuis 2007 le Forum pour la recherche économique (ERF) au Caire. Auparavant, cet Égyptien avait fait partie des organes dirigeants de la Banque mondiale pendant 18 ans. Il est l'auteur de nombreux livres et publications. L'ERF est un laboratoire d'idées indépendant qui traite de questions de développement dans les pays arabes, en Turquie et en Iran. Il a été soutenu pendant plusieurs années par l'ancien Secrétariat d'État à l'éducation et à la recherche – qui faisait partie du Département fédéral de l'intérieur – et par la DDC.



Markus Kirchgesner/af
Denis Dailoux/af



La formation de base et continue est particulièrement importante en Afrique du Nord, où le taux de chômage est élevé.

nant que la procédure juridique de restitution s'éternise.

Qu'est-ce qui pourrait entraver le développement en Afrique du Nord?

La transition risque de faire long feu si les progrès politiques demeurent insuffisants ou si les besoins fondamentaux de la population ne sont pas couverts. Or, la reconstruction politique prendra du temps. Il faut élaborer de nouvelles constitutions, élire des parlements et former des gouvernements, cela tout en créant des emplois. Ces mesures doivent intervenir dans le respect du droit et jouir d'une grande crédibilité, de manière à attirer les touristes ainsi que les investisseurs et les bailleurs de fonds étrangers. Les pays nord-africains doivent aussi regagner la confiance des investisseurs locaux. Les conditions actuelles sont favorables à la croissance économique. Toutefois, il importe de rétablir l'équilibre macroéconomique et d'accroître les compétences de la main-d'œuvre. Le système de santé et l'éducation nécessitent des réformes, ce qui prendra également beaucoup de temps. On ne peut pas non plus laisser de côté le secteur informel. Enfin, nous avons besoin d'un contrat social qui assure les mêmes chances à tous les citoyens, rémunère le dur labeur et vient en aide aux personnes défavorisées.

Dans quelle mesure les nouveaux partis influent-ils sur l'économie?

Les partis tendent à défendre des stratégies économiques qui servent leurs intérêts et ceux de leurs alliés. Les structures démocratiques contraindront toutefois les tenants du pouvoir à pratiquer une politique qui bénéficie à l'ensemble de la population. Les nouveaux partis en sont conscients. Ce qui manque parfois aux dirigeants actuels, c'est l'expérience gouvernementale, vu qu'ils sont restés des décennies dans l'opposition.

Quelle est l'influence de la culture et de la religion sur le développement?

Les institutions politiques sont, à n'en point douter, le principal facteur de progrès. Une fois qu'elles seront en place, le succès économique suivra. Le risque d'un « choc des cultures » a été largement surestimé par les observateurs internationaux. Jusqu'ici, les Frères musulmans ont fait preuve d'un grand pragmatisme. En Égypte et en Tunisie, ils ont déclaré vouloir un État qui garantisse la liberté d'opinion et de religion, ainsi que l'égalité. De plus, la séparation dogmatique des confessions est moins marquée dans ces deux pays, où la religiosité est par tradition plutôt cantonnée à la vie privée.

Quels sont vos principaux partenaires commerciaux?

Les États-Unis et l'Europe. Nous n'avons pas de relations soutenues avec l'Asie, à l'exception de la Turquie : son gouvernement islamique fait d'elle un modèle pour l'Égypte et la Tunisie. L'importance de la Russie est plus politique qu'économique. En ce qui concerne l'Europe, divers accords, processus et politiques nous ont certes facilité l'accès à ses marchés, mais nombre de barrières sont restées en place. La mobilité des travailleurs est restreinte et les règles en matière d'investissement peu claires.

Vous préconisez la libéralisation afin de stimuler la croissance, tout en mettant en garde contre une répartition injuste des profits.

Les inégalités sont moins profondes en Afrique du Nord qu'en Amérique latine. Mais les anciens régimes ont trop misé sur la croissance et pas assez sur une répartition équitable des richesses. À cela s'ajoute la corruption. Il n'est donc pas surprenant que la classe moyenne ait été la première à se rebeller. À l'avenir, les gouvernements ne pourront plus éviter de lutter contre la corruption et de promouvoir l'équité. Seuls des efforts timides ont cependant été entrepris dans ce sens. ■

(Pour des raisons de production, cet entretien a été réalisé en septembre 2012; de l'anglais)

Le chômage, problème brûlant

Une économie en bonne santé est cruciale pour garantir à long terme le succès d'une révolution. Le taux de chômage est à cet égard un critère déterminant. En 2010, environ 1,4 million d'Égyptiens étaient officiellement sans emploi, mais les chiffres officieux sont largement supérieurs. Selon un sondage réalisé en avril 2012, la création d'emplois figure en tête des priorités de la population pour l'après-révolution. Elle est suivie par la hausse des salaires, l'amélioration des conditions de travail et le renforcement de la sécurité dans le pays. Parmi les personnes interrogées, 39% ont estimé que la création d'emplois doit constituer l'objectif primordial de la politique économique.

Faits et chiffres

Les États d'Afrique du Nord

La notion d'Afrique du Nord a été créée par l'administration coloniale française pour désigner l'espace géographique qu'elle contrôlait. Elle ne tient pas compte des traditions locales, puisque la population autochtone a de tout temps appelé la région « Maghreb » (de l'arabe *al-maghrib*, « l'endroit où le soleil se couche »). Selon le sens donné aujourd'hui à cette expression, l'Afrique du Nord ne se limite pas au petit Maghreb (Maroc, Algérie et Tunisie) ou au grand Maghreb (la Libye et la Mauritanie en plus), mais englobe aussi l'Égypte et le nord du Soudan. Sur le plan politique, on rattache souvent quelques pays nord-africains, en particulier l'Égypte et la Libye, au Proche-Orient. La péninsule du Sinaï (en partie égyptienne) se trouve géographiquement en Asie et fait partie du Proche-Orient.



Noeman Al-Sayyad/UNDP

Liens

Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) consacre une partie de ses activités à la transition démocratique. Il fournit une aide technique et des conseils aux pays en développement engagés dans ce processus. Il soutient notamment l'organisation d'élections transparentes.

www.undp.org

Le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées (DCAF), basé à Genève, s'occupe surtout de la politique internationale de sécurité et du secteur de la sécurité des États. Il a pour mission de promouvoir les principes de bonne gouvernance et de contrôle démocratique en la matière.

www.dcaf.ch

La chaîne de télévision panarabe Al Jazeera, fondée en 1996, a son siège à Doha (Qatar). En Occident, certains la jugent anti-américaine. Dans les pays arabes, elle est considérée comme un contrepoids aux médias contrôlés par les régimes en place.

www.aljazeera.com

L'engagement de la Suisse en Afrique du Nord

www.ddc.admin.ch, « Afrique du Nord »

Citations

« Je suis fasciné par Mohamed Bouazizi, le marchand ambulancier dont le suicide par immolation, le 17 décembre 2010, a déclenché la révolution en Tunisie. Son acte a allumé un gigantesque incendie qui a finalement transformé tout le monde arabe. Cet homme est le Christ des temps modernes. Il a porté sa croix et sacrifié sa vie. »

Ibrahim al-Koni, écrivain libyen domicilié en Suisse

« L'expression 'Printemps arabe' n'est pas très heureuse, car elle engendre une certaine impatience. Il vaudrait mieux parler du début de la transition dans le monde arabe, donc d'un processus qui nous occupera sans doute durant une décennie ou deux. »

Volker Perthes, directeur de la Fondation Science et Politique à Berlin. Les changements au Moyen-Orient sont l'un de ses sujets de recherche.



Myriam Abdelaziz/Rheux/afaf

De nouveaux défis pour les femmes arabes

(vc) En Tunisie et en Égypte, les femmes ont d'emblée participé aux manifestations. Victimes d'une triple discrimination (politique, économique et sexuelle), elles avaient toutes les raisons de se révolter. Toutefois, il ne suffit pas de renverser un régime pour instaurer la justice et l'égalité. Aujourd'hui, les femmes arabes font face à de nouveaux défis. Alors que le parti islamiste tunisien Ennahdha avait affirmé vouloir respecter pleinement leurs droits, ses premiers mois au pouvoir et la montée d'un mouvement salafiste suscitent des inquiétudes. En Égypte, la violence envers les femmes n'a cessé d'empirer ces dernières années. En Syrie, les femmes ont joué initialement un rôle clé dans la mobilisation politique et les manifestations. Lorsque la révolte s'est muée en guerre civile, elles ont non seulement été mises à l'écart, mais sont également devenues les cibles de violences, d'arrestations arbitraires et d'agressions sexuelles. Le Printemps arabe offrira-t-il aux femmes une nouvelle liberté ou les condamnera-t-il à rester des victimes ?

« Ici au Honduras, je n'ai aucun avenir »

Le passé récent du Honduras est marqué par un putsch politique, le trafic de drogue, la violence, la pauvreté et l'exode rural. Tout ce qu'il reste à beaucoup de gens, c'est l'espoir d'un avenir meilleur. Ils abandonnent leurs villages et s'établissent à la périphérie de la capitale Tegucigalpa, à la recherche d'un emploi et d'un revenu. De Sandra Weiss*.



De nombreuses familles rurales viennent grossir les bidonvilles situés à la périphérie de Tegucigalpa, la capitale du Honduras.

Sandra Baquedano se souvient bien de ce jour de juin 2009 où le chef de l'État fut arraché de son sommeil par les militaires et expulsé du pays par avion. Elle se trouvait dans sa cahute en bois, perchée sur une colline qui surplombe Tegucigalpa, et suivait les nouvelles à la télévision sur son canapé décrépit. Cela l'avait exaspérée. Non pas qu'elle ait eu une admiration particulière pour Manuel Zelaya : « Comme tout politicien, il promettait davantage que ce qu'il tenait. » Mais l'essence était bon

marché grâce aux livraisons solidaires de pétrole du Venezuela, le salaire minimum avait nettement augmenté et surtout, ce libéral de gauche avait été légitimement élu. Les élites honduriennes l'ont traité de « dangereux communiste » pour le chasser de sa fonction.

« Ce fut comme une gifle donnée au peuple », remarque Sandra, qui était enceinte à l'époque et n'avait pas participé avec ses voisins aux manifestations de protestation. « Heureusement », dit-elle en

serrant contre elle Genesis, sa fillette de trois ans. Cinq personnes sont mortes durant les journées agitées qui ont suivi le putsch. Les assassinats n'ont pas cessé depuis lors.

Ni électricité ni eau, mais de l'espoir

Il faut une demi-heure pour se rendre du centre de Tegucigalpa, bruyant et empesté par les gaz d'échappement, jusqu'au bidonville de Mololoa. Là, on entre dans un autre monde : des sentiers boueux traversent la jungle ; des cabanes moisies tiennent en équilibre instable sur des pitons rocheux ; des ga-



Sandra Weiss (2)



Sandra Baquedano vit avec Genesis, sa fille de trois ans, dans le quartier pauvre de Mololoa.

mins jouent au foot sur une place poussiéreuse ; des vieilles femmes hissent sur la pente des provisions et des seaux d'eau. Aucun bus ne mène à Mololoa. Les taxis collectifs arrivent jusqu'au terrain de football, mais seulement pendant la saison sèche. C'est dans cette zone de transition anarchique entre ville et campagne que vit Sandra Baquedano.

Elle est arrivée dans la capitale il y a quatorze ans, venant de l'arrière-pays, et a construit sa bicoque sur un terrain qui ne lui appartenait pas. Un endroit

sans eau, sans électricité et sans rue. Comme des centaines de milliers de petits paysans, elle avait l'espoir de trouver du travail en ville. L'exode rural a été renforcé par les conflits fonciers, le chômage et la chute des prix agricoles provoquée par les importations bon marché des États-Unis, qui ont suivi l'accord de libre-échange en 2006. Hélas, la capitale n'offre pas suffisamment d'emplois pour des travailleurs agricoles sans formation. Sandra, âgée de 30 ans, a tout de même trouvé un emploi à mi-temps dans une équipe de nettoyage. Son père est maçon à la journée. Ses frères Oscar (22 ans) et Joel (28 ans), bien que titulaires – comme elle – d'une maturité, ne trouvent pas d'emploi et survivent en tant que marchands ambulants. C'est le cas de 2 millions de Honduriens, soit deux tiers de la population active.

L'émigration rêvée vers les États-Unis

Jusqu'au milieu du 20^e siècle, le Honduras exportait essentiellement du café, du sucre et des bananes. Il ne s'y est pas ajouté grand-chose depuis lors : juste un peu de légumes et des produits textiles. Les entreprises américaines Dole et United Fruit, propriétaires des plantations, avaient autrefois un tel pouvoir qu'elles choisissaient ou destituaient les présidents – d'où le terme de « république bananière ». Dans les années 70, l'armée américaine a pris le relais de ces groupes, afin de combattre depuis le Honduras les mouvements de guérilla d'Amérique centrale.

De cette époque, il reste la base militaire américaine de Palmerola – convertie entre-temps en centre anti-drogue régional – et une ambassade dont la splendeur éclipse le palais présidentiel. Seuls ceux qui ont réussi entrent dans ce bâtiment. Les politiciens locaux se battent pour être reçus par l'ambassadeur – et décrocher un visa pour les États-Unis. Un sésame impossible à obtenir pour Sandra. Rien que les frais de dossier représentent la moitié de son revenu mensuel qui équivaut à 230 francs suisses. Mais il lui arrive parfois de rêver à ce que serait sa vie aux États-Unis.

Des dizaines de milliers de Honduriens entreprennent chaque année le périlleux voyage vers le Nord, où on peut gagner en une semaine, comme ouvrier dans l'agriculture ou le bâtiment, autant d'argent qu'en un mois au Honduras. Un cousin de Sandra a essayé deux fois. Il a été rançonné par des douaniers corrompus, dévalisé par des brigands, il est presque tombé du train de marchandises sur le toit duquel les migrants traversent le Mexique, avant d'être refoulé à la frontière américaine. Mais cet homme de vingt ans veut encore tenter sa chance. « Ici au Honduras, je n'ai aucun avenir », constate-t-il.

Le Honduras en bref

Nom

République du Honduras

Superficie

111 890 km²

Capitale

Tegucigalpa

Population

8 millions

Âge moyen

21 ans

Pauvreté

Environ 60% des habitants vivent avec moins d'un dollar par jour

Ethnies

Métis : 90%
Amérindiens (Chortis, Lencas, Pechs, Misquitos, Tawahkas) : 7%
Afro-Honduriens (principalement Garifunas) et Européens : 3%

Produits d'exportation

Bananes, café, métaux précieux





Sandra Weiss

Vu le taux élevé de criminalité, il est risqué de marcher dans les rues après 16 heures.

Le taux d'homicides le plus élevé du monde

À Mololoa, il y a des centaines de jeunes comme lui. La plupart n'ont pas suivi plus de sept ou huit années d'école, soit parce qu'ils n'avaient pas d'argent pour acheter uniformes et livres, soit parce que personne n'était là pour les discipliner. Trois quarts des mères élèvent seules leurs enfants. Les pères ont pris le large depuis longtemps et rares sont ceux qui paient une pension alimentaire.

«Nous avons le choix entre nous occuper de nos enfants ou assurer la subsistance de notre famille. Impossible de faire les deux», soupire Sandra. Par conséquent, les jeunes tombent dans la délinquance ou le milieu de la drogue. Il vaut mieux ne pas sortir après 16 heures, lorsque le soleil tape moins fort et que les jeunes voyous s'attourent.

Le Honduras est aujourd'hui le pays le plus dangereux du monde. Nulle part ailleurs, on ne tue davantage : 86 homicides par 100 000 habitants et par an. On assassine des enfants pour une paire de baskets, des chauffeurs de bus qui refusent de payer une taxe aux racketteurs, des adolescents qui appartiennent à un autre gang, des trafiquants de drogue membres d'un cartel ennemi et, surtout depuis le coup d'État, nombre de syndicalistes, de leaders paysans et de journalistes.

Le putsch a isolé le Honduras sur le plan international longtemps après les élections de novembre 2009. Cette marginalisation a eu des effets dramatiques sur le plan économique : les pays voisins ont décrété un embargo, les bailleurs de fonds ont gelé leur aide, le Venezuela a stoppé ses exportations de

pétrole bon marché, ce qui a doublé le prix de l'essence, et des emplois ont disparu.

Alors que le Honduras avait bénéficié en 2005 d'une remise de dettes de la communauté internationale, le gouvernement a pris de nouveaux crédits. Ceux-ci n'ont pas été consacrés, comme convenu, à la lutte contre la pauvreté, mais ont servi à couvrir les salaires des fonctionnaires. L'État est le premier employeur du pays ; il récompense ses partisans politiques par des postes dans l'administration. Aujourd'hui, le Honduras est presque aussi endetté qu'avant l'opération de désendettement et 60% de sa population vit toujours dans la pauvreté.

Plaque tournante du trafic de cocaïne

Vide politique et crise économique ont profité aux cartels mexicains et colombiens de la drogue. Au cours des trois dernières années, ceux-ci ont fait du Honduras l'une des principales plaques tournantes du trafic de cocaïne. Chaque jour, des petits avions bourrés de drogue atterrissent et décollent sur des pistes secrètes dans le nord du pays, inhabité ; des bateaux rapides accostent sur la côte caraïbe pour y charger la marchandise venue d'Amérique du Sud et la transporter vers les États-Unis, le plus gros marché de cocaïne du monde.

Les cartels recourent à la corruption et à l'intimidation pour miner un État déjà faible. Des chefs de la police sont impliqués dans le crime organisé. Des maires de zones frontalières se mettent à construire de somptueux monuments, tandis que l'on manque de main-d'œuvre pour la récolte du café : le transbordement de paquets de drogue rapporte en une nuit autant que deux semaines de travail pénible dans les champs.

Craignant de voir le Honduras sombrer entièrement dans ce trafic, les États-Unis ont renforcé leur assistance militaire. Mais le président conservateur Porfirio Lobo a d'autres priorités : tout en poussant ses candidats pour l'élection de novembre 2013, il rêve d'un nouvel aéroport et de cités-modèles dans des zones de libre-échange. Et Sandra Baquedano ? Elle rêve d'eau courante, d'une vraie maison et de voir un jour sa fille faire des études. Les politiciens ont perdu tout crédit à ses yeux. Cette colère du peuple pourrait profiter à une vieille connaissance habillée de neuf : Manuel Zelaya. L'ancien président a fondé un nouveau parti et désigné sa femme Xiomara Castro comme candidate à la présidence. ■

** Sandra Weiss, journaliste indépendante basée à Mexico, est correspondante en Amérique latine depuis 1998. Elle écrit pour divers médias germanophones, dont « Der Bund », « Die Zeit », « Die Welt » et « Der Standard ».*

(De l'allemand)

Un pays isolé

Le Honduras connaît une alternance politique régulière entre le Parti libéral et le Parti national. Tous deux sont des organisations clientélistes qui permettent à l'élite du pays de se maintenir au pouvoir et de puiser dans les caisses de l'État. Le libéral Manuel Zelaya avait bien lancé quelques programmes sociaux après son élection en 2006, mais sans toucher aux privilèges fiscaux de l'élite et au népotisme. Chefs d'entreprises, Église et partis ont commencé à faire la grimace quand il s'est allié au socialiste vénézuélien Hugo Chavez. Ils ont encore accepté en grinçant des dents les livraisons de pétrole à bas prix et l'adhésion à l'organisation régionale de gauche Alba. Mais lorsque Manuel Zelaya a augmenté le salaire minimum et commencé à lorgner vers une réélection (interdite par la Constitution), on l'a renversé. Ce putsch a eu pour effet de polariser le pays, de l'isoler sur le plan international et de le plonger dans une crise économique.

Une journée sur le terrain avec... Jürg Benz, coordinateur de la DDC à Tegucigalpa

La liberté de mouvement est fortement réduite au Honduras. Pratiquement personne ne se risque à sortir le soir et les rues sont désertes après 21 heures. Le pays détient le record mondial de la criminalité, avec 86 homicides par 100 000 habitants et par an. Tous les efforts de développement ne serviront pas à grand-chose si l'on ne parvient pas à juguler une telle violence. C'est la raison pour laquelle ce thème revêtira à l'avenir une importance centrale dans notre engagement.

J'habite l'unique gratte-ciel de Tegucigalpa. De mon appartement, j'accède directement au garage souterrain – restant ainsi dans un environnement sûr. Il me suffit de quinze minutes en voiture pour rejoindre mon lieu de travail. Les bureaux de la DDC se trouvent dans la même maison que ceux de l'Entraide protestante et de la Croix-Rouge suisse. Nous avons des échanges réguliers qui profitent aux uns et aux autres.

La DDC n'a qu'une petite antenne à Tegucigalpa actuellement. La plupart de nos programmes sont suivis par le bureau de coopération pour l'Amérique centrale, situé à Managua. Comme celui-ci assume également la gestion administrative et financière, j'ai relativement peu à faire au bureau. Dorénavant, nous



DOC

« Je ne crois pas à l'efficacité d'une action isolée. »

allons toutefois nous occuper davantage depuis ici de nos programmes au Honduras. Vu la spirale de la violence et les problèmes de sécurité, il est important d'être présent sur place.

Le matin, je commence par lire mes courriels. Grâce au décalage de huit heures par rapport à Berne, je vois ce qui s'est passé durant la journée à la centrale. Aujourd'hui, je me rends ensuite à la résidence de l'ambassadrice américaine, où se réunit le groupe des donateurs G-16. Nous discutons durant deux heures des priorités fixées par le gouvernement pour les douze mois à venir. Le Honduras dispose d'un vaste système de coordination des donateurs, qui a été mis en place après l'ouragan Mitch et continue de bien fonctionner.

Cet après-midi, je dois effectuer une visite « sur le terrain ». Autrefois, cette expression signifiait que nous allions chez les paysans pour examiner leurs champs de carottes ou de maïs. Aujourd'hui, je me rends dans un quartier pauvre et gangrené par la violence. Par sécurité, je circule dans la voiture

d'une organisation partenaire locale et en compagnie de personnes qui connaissent bien les lieux. Nous visitons un *taller popular* (atelier populaire), où des adolescents apprennent des métiers artisanaux, comme la menuiserie ou la coiffure. Dans le cadre de notre programme Pro Joven, nous soutenons des institutions de formation professionnelle gérées par des associations ou par l'Église. Malheureusement, les formations dispensées ne répondent pas à la demande actuelle sur le marché du travail. Par conséquent, nous nous employons à améliorer la qualité et l'offre de ces écoles.

De retour au bureau, je reçois la visite de représentants de la Galerie nationale des arts. Ils ont entendu parler de notre « pour-cent culturel » et voudraient en bénéficier pour offrir une visite au Musée des Beaux-Arts à 5000 jeunes des quartiers défavorisés. Comme je ne crois pas à l'efficacité d'une action isolée, cette idée ne me convainc pas. Toutefois, nous soutenons régulièrement d'autres projets culturels, notamment des productions théâtrales ou un festival sur la culture et les droits de l'homme. Du point de vue de la politique de développement, il est judicieux de promouvoir la culture précisément dans un pays où les gens ne se rencontrent presque plus dans l'espace public. Même si ces projets ne contribuent pas directement à créer des emplois ni à atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement. ■

(Propos recueillis par Gabriela Neuhaus)

(De l'allemand)

Objectif sécurité

Le programme régional de la DDC pour l'Amérique centrale se concentrait jusqu'à présent sur la décentralisation, le développement économique et l'eau potable. La stratégie de coopération 2013-2017 y ajoute un autre thème prioritaire: le changement climatique. Le Nicaragua et le Honduras ont été frappés à plusieurs reprises par de graves catastrophes naturelles, une tendance qui devrait encore empirer ces prochaines années en raison du changement climatique. Au Honduras, la DDC travaille à promouvoir la sécurité par divers moyens. Ainsi, elle soutient – en collaboration avec la Banque interaméricaine de développement – la réforme du secteur de la sécurité. Elle intensifie également ses efforts pour offrir des perspectives aux jeunes défavorisés et renforce ses programmes consacrés à la protection des droits de l'homme. www.ddc.admin.ch/ameriquecentrale www.cooperacion-suiza.admin.ch/america-central

Le dur combat d'une mère

Mon nom est María del Rosario Barahona. J'ai 53 ans. Je suis née dans une famille très pauvre de Nueva Armenia, une commune rurale située au sud de Tegucigalpa, la capitale du Honduras. J'ai deux filles, Sandy Merari (23 ans) et Grecia Lizeth (19 ans). Ce sont elles qui m'ont donné la force de me battre pour avoir une vie meilleure. Et je crois que je suis en train d'y arriver.

Mes deux filles étudient à l'université. Cela me remplit de joie, parce que, moi-même, je n'ai pu aller à l'école que jusqu'en cinquième année primaire. Je suis persuadée que tout un chacun peut s'en sortir à force de persévérance. C'est aussi l'avis de ma fille aînée qui a adopté cette devise : « Dis-toi que tu peux le faire et tu atteindras ton but. »

Le jour où mes filles ont obtenu leur certificat d'études, à la fin de l'école secondaire, a été l'un des plus beaux moments de ma vie. J'étais vraiment heureuse. Je me croyais dans un rêve, tellement j'avais lutté pour qu'elles puissent étudier. Il y a bien des mères qui se découragent, mais moi, je me suis toujours débrouillée pour que mes filles puissent aller à l'école. Et je ne peux pas me plaindre, car elles n'ont pas redoublé une seule fois. Au début, je me sentais seule et je pleurais, craignant de ne jamais y arriver. Ensuite, j'ai trouvé du réconfort auprès d'un groupe de mères que nous avons constitué dans la communauté. Nous parlions de nos problèmes et des projets de nos enfants. Ma vie n'a jamais été facile. Quand j'étais enfant, ma mère est partie à Tegucigalpa en quête d'une vie meilleure et m'a laissée avec ma grand-mère. Parfois, cette dernière n'avait pas de quoi nous nourrir. À 14 ans, on m'a emmenée chez mon autre grand-mère, mais son

mari était alcoolique et a voulu abuser de moi. Quand j'ai raconté à ma mère ce qui s'était passé, elle m'a reprise avec elle.



María del Rosario Barahona est une mère célibataire qui se dévoue entièrement à ses deux filles. Malgré son handicap physique, elle se bat pour que celles-ci puissent terminer leurs études universitaires. Les deux jeunes femmes font preuve du même courage que leur mère pour affronter l'adversité.

Cela fait presque quarante ans que nous vivons dans la *colonia* San Francisco, un quartier pauvre situé en bordure de la capitale. Avant, nous louions une chambre, mais maintenant nous habitons une petite maison que m'a mère avait achetée après des années de labeur. Je n'ai donc pas de loyer à payer. J'ai commencé à travailler très jeune. Au début, on ne voulait pas m'engager à cause du handicap dont je souffre à la main gauche et à la jambe gauche. Quand j'ai eu mes filles, j'étais désespérée, car je devais subvenir à leurs besoins et, malgré l'aide de ma mère, je ne m'en sortais pas. J'ai alors accepté toutes sortes de travaux, y compris le balayage des rues, en échange d'un petit sac de nourriture.

Quand mes filles sont entrées à l'école, je me suis mise à cuire des galettes de maïs et à les vendre. C'est de cela que nous vivons aujourd'hui encore. Toutefois, il y a des périodes où ce commerce ne nous rapporte presque rien. Les gens d'ici sont très pauvres et souvent, ils n'ont pas de quoi payer. Quand cela arrive, je leur fais cadeau des galettes pour ne pas devoir les jeter. Mais j'en suis peinée, car c'est le fruit de mon travail.

Je dois investir environ huit dollars par jour et j'en gagne en moyenne cinq. J'en mets deux de côté pour le transport de ma fille cadette à l'université. Avec le reste, j'essaie de couvrir nos autres frais. Bien que nous vivions dans une zone de grande délinquance, où beaucoup de jeunes hommes ne travaillent pas et forment des *maras* (bandes armées), nous avons de la chance, car il ne nous est jamais rien arrivé. Mais un grand nombre de personnes qui, comme moi, tiennent un petit commerce, sont obligées de payer à ces gangs « l'impôt de guerre ».

Peu importe les sacrifices que je dois faire. Depuis que mes filles ont reçu leur certificat d'études, j'ai décidé de les soutenir jusqu'à ce qu'elles terminent l'université. La vieillesse ne me fait pas peur, car j'ai bien élevé mes filles et je sais qu'elles m'aideront quand j'en aurai besoin. ■

(Propos recueillis par Sandra Maribel Sanchez ; de l'espagnol)



Un pont vers le monde extérieur

Alerte en cas de crue, conduite à adopter face au choléra ou situation désespérée dans un camp de réfugiés. Toutes les informations de Radio Ergo portent sur des questions humanitaires. Les programmes quotidiens de cette station unique en son genre couvrent l'ensemble du territoire de la Somalie. Ils donnent la parole à des gens qui n'ont jamais voix au chapitre.



Abdullahi Saïad/Radio Ergo



Faham Lafoe/Radio Ergo

De leurs reportages dans des camps de réfugiés ou des zones inondées, les journalistes de Radio Ergo rapportent également des textes et des photos.

(gn) « Naturellement que j'ai peur », avoue Abdi-aziz Abdinur Ibrahim. Le journalisme est un métier dangereux dans son pays. Néanmoins, ce jeune Somalien est bien décidé à rester : « Si je m'en allais, il n'y aurait plus personne pour donner la parole à mes concitoyens. » Actuellement, M. Abdinur fait des recherches sur le système de santé dans les régions de Bay et de Bakool, au sud du pays. Durant la grande crise alimentaire de 2011, il est allé interroger les réfugiés vivant dans des camps. Ces gens ont décrit leur situation et exprimé leurs besoins. « D'autres radios ne font que parler de la guerre et des questions de sécurité en Somalie », note ce journaliste engagé. « Avec mes reportages, je peux rendre publics les aspects sociaux que cela recouvre et tendre mon micro aux personnes que l'on n'écoute jamais. »

Abdiaziz Abdinur Ibrahim est l'un des vingt journalistes libres qui travaillent régulièrement pour Radio Ergo. Il envoie la version définitive de ses reportages à la centrale de diffusion, basée à Nairobi.

Authentique et fiable

« Radio Ergo est unique en son genre », assure le producteur Mohamed Garane qui compose les émissions quotidiennes en mêlant actualités, informations de service et reportages. Chaque jour, il

actualise également son site Internet en y ajoutant des textes et des photos. Selon lui, l'originalité de la station tient surtout à sa thématique humanitaire et au fait qu'elle dispose d'informations exclusives et fiables grâce à une équipe de journalistes professionnels. « Ce matériel est non seulement apprécié par les Somaliens, tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger », précise M. Garane, « mais aussi utilisé régulièrement par les organisations humanitaires. »

Pour beaucoup d'habitants des régions reculées de Somalie, Radio Ergo est le seul lien avec le monde extérieur. Elle leur fournit de précieux conseils pratiques, par exemple sur les précautions à prendre en cas d'épidémie de choléra. Les œuvres d'entraide annoncent sur les ondes les prochaines distributions de denrées alimentaires ou de semences.

Autre exemple de la fonction vitale qu'exerce Radio Ergo : lors des inondations torrentielles de l'automne 2012, le pire a pu être évité grâce à la diffusion sur ondes courtes d'une alerte météo, complétée par des reportages sur les mesures à prendre pour éviter une aggravation de la situation. ■

(De l'allemand)

Des émissions pour les réfugiés

Depuis 2008, Radio Ergo diffuse quotidiennement sur ondes courtes un programme humanitaire d'une heure qui commence à 8h30. Ces émissions couvrent tout le territoire national ainsi que les régions frontalières voisines où vivent de nombreux réfugiés somaliens. On peut aussi les entendre et découvrir des informations plus détaillées sur le site Internet de la station, accessible partout dans le monde. Ce projet a été mis sur pied et financé à l'origine par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU, dans le cadre de son engagement en faveur de Réseaux d'information régionaux intégrés (Irin). Depuis juin 2011, Radio Ergo poursuit son travail sous l'égide de l'organisation danoise International Media Support. La DDC lui verse 200 000 francs par an, contribuant ainsi à la protection des victimes de conflits et de catastrophes dans l'un des contextes les plus fragiles du monde.
www.radioergo.org/so

Le bon diagnostic dans les steppes via Internet

Dans un pays aussi vaste que la Mongolie, les médecins des zones rurales sont très isolés et souvent dépourvus face à des cas difficiles. Avec l'appui de la DDC, des chirurgiens suisses ont établi un système de télémédecine pour les aider à poser un bon diagnostic et à prendre certaines décisions cliniques. Les 21 hôpitaux provinciaux sont désormais reliés par Internet à ceux de la capitale.

Des chirurgiens suisses « en vacances »

Le Swiss Surgical Team (SST) a été fondé en 1999 par le docteur Pierre Tschanz, aujourd'hui décédé. Lors d'un voyage en Mongolie, ce chirurgien romand avait été frappé par les besoins criants en matériel médical et en formation continue dans les zones rurales. À son retour, il a réuni quelques confrères suisses prêts à aider ce pays. Le SST compte aujourd'hui trente membres : des chirurgiens, mais aussi des anesthésistes, des gynécologues, des pathologistes, des infirmiers, etc. Chaque année, ces professionnels passent trois semaines en Mongolie pendant leurs vacances à titre bénévole. Ils donnent des conférences, conseillent les praticiens locaux et les assistent pendant les opérations. Le SST fournit également des équipements médicaux. Par ailleurs, il reçoit régulièrement de jeunes médecins mongols, au bénéfice d'une bourse de la Confédération, qui font des stages de six mois dans des hôpitaux suisses.
www.swiss-surgical-team.org



Sainshand, chef-lieu de la province mongole de Dornogobi, se trouve dans le désert de Gobi, à 470 km de la capitale.

(jls) Les distances limitent fortement l'accès aux soins de la population rurale de Mongolie, composée principalement d'éleveurs nomades. Il existe un hôpital dans chacun des 21 *aimags* (provinces). Pour s'y rendre, les malades doivent souvent parcourir plusieurs centaines de kilomètres, certains *aimags* étant trois ou quatre fois plus grands que la Suisse. L'équipement est rudimentaire et le personnel peu expérimenté, car le gouvernement affecte les jeunes médecins en province.

«Face à un cas compliqué, ces praticiens sont désemparés. Faute de pouvoir consulter des spécialistes, ils envoient le patient vers Oulan-Bator, la capitale. Mais c'est un trajet long, coûteux et extrêmement pénible pour les malades», explique le docteur Beat Kehrer, chef du Swiss Surgical Team

(SST), une organisation active depuis treize ans en Mongolie. La ville d'Ölgii par exemple, chef-lieu d'un *aimag* situé à l'ouest du pays, se trouve à 1636 km d'Oulan-Bator. Il faut compter trois à quatre jours de voyage dans des bus bondés et sur des routes non goudronnées.

Échanges entre experts et non-experts

«Nous nous sommes demandé comment rompre l'isolement de nos jeunes confrères mongols et avons conclu que la télémédecine était la meilleure solution», se souvient le chirurgien saint-gallois. Sur mandat du SST, l'entreprise allemande Klughammer a mis au point le système de télémédecine MonTelNet à partir d'un logiciel développé par le Département de pathologie de l'Hôpital uni-

versitaire de Bâle. Elle a créé une plate-forme interactive sur Internet, appelée CampusMedicus, qui permet des échanges d'images, des discussions et des conférences à distance entre professionnels de la santé. L'implantation du système a démarré en mai 2008.

La DDC finance les deux tiers du projet. Tous les hôpitaux provinciaux et sept cliniques spécialisées de la capitale ont été raccordés progressivement à CampusMedicus, dont le centre se trouve à l'Université mongole des sciences de la santé. Klughammer a livré aux hôpitaux des *aimags* tout le matériel nécessaire, à savoir des ordinateurs, des écrans et divers appareils destinés à transmettre par Internet des photos de patients ou des résultats d'examen. Cela inclut une caméra vidéo, un microscope relié à un appareil de photo numérique et un logiciel permettant de numériser les clichés radiologiques.

L'avis des spécialistes en quinze minutes

Le praticien local envoie par exemple sur la plate-forme l'image d'un tissu tumoral grossi au microscope ou la radiographie d'une fracture. Après avoir examiné ces photos, les experts d'Oulan-Bator posent un diagnostic et décrivent le traitement ou l'intervention chirurgicale à entreprendre. Leurs commentaires sont disponibles quinze minutes plus tard sur CampusMedicus.

Si ces experts ont des doutes, ils peuvent à leur tour consulter des spécialistes internationaux. Les membres du SST et un nombre croissant d'autres médecins à travers le monde sont en effet raccordés au système. Qu'ils soient basés en Suisse, en Allemagne ou aux États-Unis, tous peuvent visionner les mêmes photos, séquences vidéo ou documents. Ils donnent leur avis par des notes écrites ou par téléconférence.

Depuis début 2009, près de 25 000 dossiers de patients ont déjà été examinés. Environ 290 médecins mongols utilisent ce système qui a nettement amélioré l'accès aux soins dans les zones rurales. Par ailleurs, le nombre de transferts vers Oulan-Bator a diminué de presque 50%, ce qui représente un important gain de temps et d'argent pour les malades.

Dysplasies détectées à 7000 km

Grâce à la télémédecine, la Mongolie a commencé à dépister la dysplasie de la hanche. Cette malformation congénitale est facile à traiter si on la détecte chez le nouveau-né, alors qu'à un âge plus avancé, elle nécessite une opération délicate. En 2011, les hôpitaux d'Oulan-Bator ont examiné près de 9000 bébés, dont environ 1300 présentaient des anomalies. Au début, les pédiatres mongols ont sou-

mis les images des échographies à leurs confrères suisses. Peu à peu, ils ont appris à les interpréter eux-mêmes.

La petite Anujin fait partie des 1300 bébés chez lesquels l'examen aux ultrasons a révélé un problème. Les médecins ont pu la soigner et aujourd'hui, ses hanches sont parfaitement normales. Ce fut un immense soulagement pour sa maman, M^{me} Amargal. Cette jeune femme d'Oulan-Bator souffre d'une dysplasie, comme sa propre mère d'ailleurs, et elle craignait beaucoup de la transmettre à son enfant.



Des médecins d'hôpitaux de province se forment à la télémédecine.

Un système bientôt en mains mongoles

Le téléenseignement est une autre application clé de CampusMedicus. Il se pratique par le biais de vidéoconférences, de séminaires virtuels ou de textes écrits. Des experts du monde entier dispensent ainsi des cours aux médecins de province, suppléant à l'absence de toute possibilité de formation continue dans les zones rurales.

En juin 2013, la DDC et le SST mettront un terme à leur projet. Ils transféreront le système MonTelNet au ministère mongol de la santé. D'ici là, même les dispensaires des villages auront été raccordés. « Notre but n'est pas de rester indéfiniment. Nous avons construit l'édifice de la télémédecine et formé les utilisateurs. Les médecins mongols sont parfaitement capables de le gérer et de l'entretenir », assure le docteur Kehrer. Les membres du SST continueront à donner des avis médicaux, mais simplement en tant qu'utilisateurs de la plate-forme. ■

Une solution pour les régions isolées

La télémédecine est encore peu courante dans les pays en développement ou en transition, notamment en raison du coût élevé des équipements nécessaires. La Mongolie est l'un des premiers pays où un réseau fonctionne à l'échelle nationale. La plate-forme CampusMedicus, conçue pour répondre aux besoins spécifiques des médecins mongols, a toutefois suscité ces dernières années l'intérêt d'autres pays confrontés au même type de problèmes. Elle est utilisée notamment en Arménie, au Zimbabwe, en Éthiopie, en Tanzanie, au Nigeria, au Malawi et au Pakistan. Plusieurs dizaines de spécialistes, à travers le monde, sont raccordés à cette plate-forme.

DDC interne



Sans sécurité, pas de développement

(jtm) Au Honduras, le taux annuel d'homicides a doublé en cinq ans et atteint aujourd'hui un record mondial : 86 morts pour 100 000 habitants. En plus de son coût en vies humaines, cette violence entrave le développement. Contrairement à la tendance générale dans le reste de l'Amérique latine, la pauvreté ne diminue pas et la croissance est faible. La DDC réagit à cette situation désastreuse par des efforts accrus dans la prévention de la violence. Son nouveau programme de sécurité est centré sur une réforme complète de la police hondurienne, minée par la corruption. Le but est de débarrasser cette institution de ses éléments criminels et de la former à des tâches préventives afin qu'elle ne se limite plus à la répression. La réforme, qui commence en 2013, durera plusieurs années. Elle est soutenue par le gouvernement hondurien. Un système de contrôle et de sanctions sera instauré au sein de la police. Un autre volet important consistera à mettre en œuvre des plans de prévention dans les villes les plus touchées par la violence. *Durée du projet : 2012 – 2015*
Volume : 7 millions CHF

Les traumatismes de la guerre en Bosnie

(mpe) Les guerres ne causent pas seulement des pertes en vies humaines, des blessures

physiques et des dégâts matériels aux infrastructures. Elles affectent aussi les individus dans leur santé mentale. Ce phénomène a des conséquences sociales majeures en Bosnie, où une large proportion de la population souffre de troubles traumatiques. Il en résulte un taux anormalement élevé de suicides, d'homicides et de violences perpétrées par des individus déséquilibrés. Or, le pays n'est pas en mesure actuellement d'assurer les traitements que ces criminels particuliers nécessitent quand ils sont incarcérés. En collaboration avec le Secrétariat d'État à l'économie (Seco), la DDC a décidé de soutenir la mise en place d'un institut de psychiatrie légale à Sokolac, dans la République serbe de Bosnie. Quelque 200 prisonniers pourront ainsi bénéficier d'un suivi psychologique approprié. C'est la première fois que l'on s'attaque à ce phénomène en Bosnie. La Suisse a déjà acquis une large expérience en matière de santé mentale dans ce pays, où plusieurs projets sont toujours en cours. *Durée du projet : 2012 – 2013*
Volume : 1,34 million CHF

Donner une seconde chance aux jeunes Nigériens

(bm) En dépit des progrès réalisés jusqu'ici, l'accès à l'éducation reste problématique au Niger. Dans ce pays à forte croissance démographique



Paula Scazz/hemis.fr/afar

(3,3% par an), plus d'un quart des enfants ne vont pas à l'école et le taux d'abandon en cours de scolarité est très élevé. La qualité de l'enseignement présente également de nombreuses faiblesses. Afin de faciliter l'intégration socioéconomique des enfants et des adolescents non scolarisés ou déscolarisés, la DDC a décidé de soutenir des programmes d'éducation informelle. Ce projet vise à appuyer les jeunes Nigériens les plus défavorisés dans l'acquisition et le développement de compétences sociales, citoyennes et professionnelles, tout en comblant leurs lacunes scolaires. L'objectif est de leur donner une seconde chance, de sorte qu'ils puissent soit réintégrer le système d'éducation formelle, soit – pour les plus âgés – s'insérer plus facilement dans le tissu économique local. *Durée du projet : 2012 – 2016*
Volume : 6 millions CHF

Production de briques propres

(bm) Au Rwanda et au Burundi, plus de 80% de la population tire son revenu de l'agriculture. La poussée démographique et l'urbanisation croissante ont toutefois considérablement réduit la surface des terres cultivables. De ce fait, beaucoup de jeunes ruraux se tournent vers le secteur de la construction. La fabrication de briques est une importante source de revenus pour eux, mais aussi pour les paysans durant la saison sèche. Or, elle nécessite de grandes quantités de bois de feu, ce qui contribue fortement à la déforestation. Pour remplacer cette source

d'énergie, qui a un impact néfaste sur l'environnement, la DDC a décidé de promouvoir le développement de technologies novatrices et plus efficaces pour la production de matériaux de construction. Elle entend aussi améliorer les conditions de travail dans ce secteur, celles des femmes en particulier. Son projet favorise la création d'emplois et de revenus pour les populations rurales. Il comporte deux autres volets intéressants : la formation professionnelle et le soutien aux entrepreneurs. *Durée du projet : 2012 – 2015*
Volume : 9 millions CHF

Diarrhées mortelles en Corée du Nord

(ung) La qualité de l'eau et de l'assainissement constitue un problème récurrent en Corée du Nord. Les infrastructures sanitaires défectives et l'accès limité à l'eau potable sont à l'origine de cas de diarrhées aiguës qui causent la mort de nombreux enfants en bas âge. La DDC soutient la construction de nouvelles installations destinées à la distribution d'eau salubre et à l'assainissement. Ce projet se concentre en premier lieu sur les districts de Pyongwon et Kangdong. Il doit couvrir les besoins de 435 ménages et de 17 bâtiments publics. Au final, plus de 30 000 personnes en bénéficieront. La DDC travaille en collaboration étroite avec les ministères concernés et des organisations internationales spécialisées dans ce domaine. *Durée du projet : 2012 – 2013*
Volume : 610 000 CHF

L'eau pour tous – une affaire privée ?

Une pression croissante s'exerce sur les réserves hydriques mondiales. L'agriculture intensive et la production industrielle consomment toujours plus d'eau. Dans nombre de régions, l'eau potable est déjà une denrée rare. Il faut donc trouver d'urgence un moyen de répartir équitablement ce bien précieux et d'appliquer le droit à l'eau et à l'assainissement. De Gabriela Neuhaus.



Contrairement à ces femmes rassemblées autour d'un puits au Soudan du Sud, 900 millions de personnes dans le monde n'ont pas accès à de l'eau potable.

En un demi-siècle, la consommation d'eau a triplé au niveau mondial, alors que les ressources ne cessent de diminuer. La hausse de la demande annonce un marché qui se chiffre en milliards. Selon une étude de la société suisse SAM (Sustainable Asset Management), spécialisée dans la gestion durable de fonds d'investissement, on consacre plus de 480 milliards de dollars par an à la distribution, au conditionnement et au traitement de l'eau.

Cependant, il ne s'agit pas de n'importe quelle matière première avec laquelle on peut faire des affaires aux dépens des êtres humains. L'eau est indispensable à la vie et doit être accessible à tous. Ce principe est ancré dans la résolution sur le droit fondamental à l'eau et à l'assainissement, adoptée par l'ONU en 2010.

Les pays industrialisés et les milieux économiques ont longtemps combattu ce postulat. Aujourd'hui, nul ne le conteste. Cependant, 900 millions de personnes n'ont toujours pas accès à de l'eau potable

et plus d'un tiers de la population mondiale ne dispose pas d'installations sanitaires appropriées. Compte tenu de l'exploitation massive des ressources en eau, la situation ne fera que s'aggraver au cours des années à venir.

Une protection globale

Ancienne responsable des questions d'eau à Alliance Sud, Rosmarie Bär a milité dès les années 90 pour l'élaboration d'une convention internationale en la matière. « L'eau exige une protection globale, faute de quoi nous ne pourrions jamais faire respecter le droit de l'homme qui s'y réfère », constate-t-elle. De son côté, François Münger, responsable du domaine de l'eau à la DDC, explique que la crise de l'eau nécessite l'intervention de tous les acteurs. « Cela inclut tant les organisations internationales, les organisations non gouvernementales (ONG) et les pouvoirs publics que les milieux scientifiques et l'économie privée. »



Sven Torfinn/afif

Dans le cadre de son programme global Eau, la DDC s'est donc donné pour objectif de favoriser le dialogue entre les divers groupes d'intérêts. Elle recourt aussi à de nouvelles approches pour faire bouger les choses. Par ailleurs, une étude devrait montrer que l'introduction de notes de crédit, à l'instar des certificats d'émissions de CO₂, pourrait contribuer à réduire le gaspillage d'eau dans le monde.

En Colombie et au Vietnam, la DDC conseille des multinationales suisses, comme Nestlé ou Holcim, ainsi que des entreprises nationales, sur les moyens de mesurer et de réduire « l'empreinte sur l'eau » non seulement dans leurs propres installations, mais dans toute la chaîne de production. Les conseils dispensés à l'industrie et aux institutions nationales représentent 1% du budget total que la DDC consacre à l'eau. Cet investissement est complété par un soutien à l'élaboration – sous l'égide de la Suisse – d'une norme ISO relative à l'empreinte sur l'eau. De tels partenariats avec l'économie privée donnent toutefois lieu à des controverses. « Il ne faut pas mettre l'argent du contribuable et la bonne réputation de la DDC au service des multinationales », affirme Nicole Werner, qui s'occupe aujourd'hui de ce thème au sein d'Alliance Sud.

Approvisionnement public ou privé ?

C'est surtout la fourniture d'eau par des compagnies privées qui suscite des critiques. « L'approvisionnement en eau est une tâche publique ; elle ne doit pas être confiée à des entreprises privées axées sur le profit », affirme Maude Barlow, activiste canadienne des droits de l'homme et en particulier du droit à l'eau, qui a reçu le Prix Nobel alternatif en 2005.

Par le passé, des cas de mauvaise gestion et de corruption, impliquant des sociétés internationales du secteur de l'eau, ont été régulièrement dénoncés par les médias. L'interprétation de ces faits varie toutefois selon les acteurs. Une chose est sûre : une entreprise privée doit générer des profits, tandis que les structures publiques peuvent investir la totalité des recettes provenant des taxes dans le développement et l'entretien des réseaux.

La crise de l'eau

Surexploitation des réserves en eau, pollution de l'environnement et changement climatique ne sont que trois des facteurs qui vont exacerber la crise de l'eau au cours des années à venir. Si des mesures drastiques ne sont pas prises rapidement, deux tiers de la population mondiale vivront en 2025 dans des conditions de stress hydrique. La consommation mondiale d'eau se répartit ainsi : l'agriculture en prélève 70% et l'industrie 22%, tandis que 8% seulement couvrent les besoins domestiques. La mise en œuvre du droit à l'eau et à l'assainissement devra relever un double défi : si l'on veut que les réserves limitées d'eau suffisent pour toute l'humanité, il importe d'adopter d'urgence une gestion plus rigoureuse et une exploitation plus durable de ce bien précieux.



Brand Jeekmanns/afif

L'absence de réseaux d'eau (à gauche, au Kenya) profite aux multinationales qui commercialisent de l'eau en bouteille.

La Banque mondiale n'en continue pas moins de préconiser des partenariats public-privé (PPP) dans le domaine de l'eau : la surveillance générale reste du ressort de l'État, tandis que la distribution est confiée au secteur privé. Aux critiques visant les PPP, Gérard Payen, président de la Fédération internationale des opérateurs privés de services d'eau (Aquafed), répond en ces termes : « Nous ne sommes que des exécutants. Nous devons nous en tenir au cahier des charges et aux dispositions tarifaires de notre mandat. » L'avantage d'un partenariat avec des entreprises privées réside, selon lui, dans le fait qu'il repose sur un contrat contraignant, ce qui est rarement le cas avec les fournisseurs publics.

Promouvoir l'autosuffisance des États

« L'idée qu'un gouvernement ne peut pas déléguer l'approvisionnement en eau au secteur privé relève d'un malentendu largement répandu ou d'une interprétation idéologique du droit de l'homme à l'eau et à l'assainissement », estime François Münger. « Le fait est que le gouvernement peut confier diverses prestations aux autorités communales, à la société civile ou au secteur privé, tout en restant responsable de la réglementation et du contrôle de ces activités. »

Urs Manser, de la Société suisse de l'industrie du gaz et des eaux, le confirme : « Ce qui compte, c'est bien de savoir qui assume la responsabilité. » Il considère néanmoins que le modèle suisse, dans lequel la gestion de l'eau incombe pour l'essentiel aux pouvoirs publics, présente de nets avantages. « Les



Guillaume Bonnylaif

Lausanne et quatorze autres communes suisses contribuent à l'amélioration de l'approvisionnement en eau de Nouakchott, la capitale mauritanienne.

grandes entreprises possèdent un pouvoir de négociation qu'une commune n'est souvent pas en mesure d'affronter seule.»

En Suisse, la responsabilité de l'approvisionnement en eau incombe aux communes. Même les fournisseurs privés sont tenus de respecter le principe de la couverture des coûts et ne sont pas autorisés à dégager des bénéfices. Pour Urs Manser, le principal défi n'est pas d'ordre technique, mais réside dans la mise en place d'une gestion durable.

«Il s'agit en fin de compte d'une question de gouvernance», relève Rosmarie Bär. Selon elle, la coopération au développement devrait aider les pouvoirs publics à mettre en place et à gérer des réseaux efficaces, tout en expliquant leurs droits aux habitants.

Des partenariats public-public

Maude Barlow souhaite aussi que des organismes comme la DDC perpétuent le modèle qui confère à l'État la responsabilité de l'eau. «La Suisse pourrait ainsi transmettre son système exemplaire de partenariats public-public.» La ville de Zurich soutient depuis des années la métropole chinoise de Kunming dans le cadre d'un partenariat direct. Lausanne travaille, avec quatorze autres communes, à l'amélioration de la distribution d'eau dans la capitale mauritanienne Nouakchott. La plate-forme Solidarité Eau Suisse, qui permet aux communes de financer des projets solidaires dans le Sud, constitue aux yeux de François Münger l'instrument idéal pour promouvoir une coopération directe.

Connexions douteuses

Le droit à l'eau suscite l'appétit des multinationales. Il intéresse non seulement celles qui sont actives dans le secteur de l'eau, mais également des sociétés d'investissement ainsi que des producteurs de denrées alimentaires et de boissons, comme Coca-Cola et Nestlé. Ces deux compagnies, qui commercialisent de l'eau en bouteilles, tirent profit de l'absence de réseaux d'eau ou du délabrement des conduites. Il y a donc de quoi se poser des questions quand le Groupe des ressources en eau 2030 (WRG), qui compte Syngenta et Nestlé parmi ses membres, conseille les gouvernements de pays émergents et en développement sur la politique de l'eau. Le président du WRG n'est autre que Peter Brabeck, patron de Nestlé, qui se profile au niveau mondial comme un spécialiste de l'eau. Quant à Gérard Payen, président d'Aquafed et ancien directeur général de Suez, une multinationale de l'eau, il est désormais conseiller du secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon pour les questions d'eau. En s'engageant ainsi, les multinationales entendent à l'évidence infléchir la mise en œuvre de la résolution de l'ONU, de manière à ce qu'elle serve leurs objectifs commerciaux.

Les organisations de défense des droits de l'homme et les agences de coopération doivent absolument faire contrepoids. Pour que l'application du droit à l'eau poursuive une politique centrée sur le bien-être de la population. ■

(De l'allemand)

Bien public ou marchandise ?

Il n'existe pas d'organisme central qui s'occupe de la problématique de l'eau, mais d'innombrables plates-formes et réseaux. Un profond clivage sépare toutefois les organisations de défense des droits de l'homme, qui considèrent l'eau comme un bien public, et les groupes d'intérêts pour qui l'eau est une marchandise. Dans le débat international, la Suisse plaide toujours pour la recherche de solutions communes. Au niveau national, la DDC a mis sur pied la plate-forme Solidarité Eau Suisse qui établit des liens entre les fournisseurs d'eau suisses et des projets dans le Sud. Par le biais du Partenariat suisse de l'eau, lancé récemment, elle entend amener les représentants des milieux intéressés à s'asseoir à une même table. L'éventail des acteurs visés va des ONG à l'économie privée en passant par les instituts de recherche.

www.solidariteausuisse.ch
www.swisswaterpartnership.ch

« Il ne faut pas mettre tous ses œufs dans le même panier »

Les choses ont bien changé pour Boru Halleke, un éleveur nomade qui vit sur le plateau Borana dans le sud de l'Éthiopie. De terribles sécheresses se sont succédées dans le pays depuis 1999, mais il s'est débrouillé pour y survivre. La pire a été celle de 2005-2006 qui a décimé son bétail. Heureusement, Boru a réussi à vendre quelques bêtes à temps et il a mis cet argent de côté pour reconstituer plus tard un troupeau. Sa femme Amina, membre de la coopérative féminine d'élevage, a pu diversifier les revenus du ménage en fournissant du petit bétail à des abattoirs de l'arrière-pays qui exportent de la viande. Boru s'est également lancé dans la culture du maïs, bien que la probabilité d'obtenir une récolte ne soit que de 6%. « Pour limiter les risques, il ne faut pas mettre tous ses œufs dans le même panier », explique-t-il. Le couple possède aujourd'hui trois chamelles, septante bovins ainsi que 45 moutons et chèvres. Boru fait en sorte que ses deux enfants puissent aller à l'école dans la ville la plus proche. Comme beaucoup d'autres éleveurs et agriculteurs,

il vit dans les zones arides d'Éthiopie.

Environ 40% des terres émergées de la planète sont considérées comme arides. Elles sont habitées par 2 milliards d'individus, soit presque un tiers de la population mondiale. En Afrique, 325 millions de personnes vivent dans un tel environnement. Bien que le pastoralisme soit pratiqué depuis des siècles par une partie importante de la population, ce mode de vie n'est pas du tout figé : dans bien des régions, les éleveurs s'adaptent à l'évolution de la société, profitant des nouvelles perspectives économiques ou d'un meilleur accès aux moyens modernes de communication. L'avantage socioéconomique du pastoralisme en Afrique tient au fait qu'il occupe de vastes territoires. Dès lors, l'élevage et ses activités connexes contribuent pour au moins 50% à l'ensemble de la production commerciale et vivrière. En outre, il n'y a pas de meilleur moyen pour exploiter, protéger et sauvegarder les maigres ressources en biomasse. Dans les mêmes conditions, le

pastoralisme est deux à dix fois plus productif que l'élevage commercial. On voit ainsi que les éleveurs nomades contribuent de façon appréciable aux économies nationales et aux recettes d'exportation. Il existe différentes formes de pastoralisme. Certaines communautés se déplacent constamment avec leurs troupeaux. D'autres pratiquent la transhumance : les éleveurs séjournent dans leurs villages durant une partie de l'année ; ils ne partent qu'au moment où l'eau et les pâturages disponibles ne suffisent plus à faire vivre le bétail. La diversité des modes de vie pastoraux et des particularités régionales implique différents niveaux de vulnérabilité aux répercussions des variations climatiques. De même, chaque communauté développe ses propres stratégies pour s'adapter à ces changements ou se remettre d'une catastrophe naturelle.

En Éthiopie, la plupart des terres pastorales se situent dans les plaines qui entourent la région agricole d'altitude. Elles jouxtent les zones analogues des pays

voisins. Il en résulte que ce système de production traditionnel, qui exige une mobilité périodique, se pratique souvent de manière transfrontalière. Mais la situation devient toujours plus difficile à cet égard.

Le pastoralisme est vital pour l'écosystème des pâturages, dont il assure la santé et la durabilité. Il profite également au tourisme. Les éleveurs fournissent une grande variété de produits naturels qui sont consommés bien au-delà des parcours suivis par les troupeaux. En outre, le pastoralisme rend de précieux services écologiques. ■

(De l'anglais)



Getachew Gebru, titulaire d'un doctorat en sciences animales, est cofondateur et directeur adjoint de Maril (Managing risk for improved livelihoods), une organisation privée de recherche et développement basée en Éthiopie. Il préside également la Société éthiopienne de production animale. M. Gebru a réalisé de nombreuses recherches et des activités de sensibilisation sur la gestion des risques pastoraux en Éthiopie et dans le nord du Kenya.



Nos voisins, ces inconnus

Afin de relancer les échanges culturels entre les républiques d'Asie centrale, la DDC soutient des coproductions régionales dans le domaine du théâtre. Quatre pièces ont déjà été réalisées par des équipes de professionnels originaires de l'Ouzbékistan et du Kirghizstan. Elles sont très bien accueillies par le public dans ces deux pays. De Jane-Lise Schneeberger.



Depuis la partition de l'Union soviétique et l'émergence de frontières en Asie centrale, les échanges entre les cinq républiques de la région ont sensiblement diminué. Dans le domaine culturel, les réseaux qui existaient à l'époque de l'URSS ont été démantelés et les artistes souffrent d'un isolement croissant. L'obligation de visa entre certains pays, l'insuffisance des liaisons routières et aériennes ainsi que le manque de moyens financiers sont les principaux obstacles au dialogue culturel régional. Les gouvernements, très jaloux de leur souveraineté, ne subventionnent la culture que si

elle sert le discours nationaliste officiel.

Le patrimoine national revisité

En réponse à cette logique du repli sur soi, la DDC soutient des activités culturelles au niveau régional. Ainsi, elle a lancé en mai 2011 un projet de coproductions théâtrales. « Le but est d'amener le public et les professionnels à mieux connaître la culture des pays voisins », indique Barno Turgunova, au bureau de coopération de la DDC à Tachkent (Ouzbékistan). « Malgré la division politique de l'Asie centrale, nous partageons

des valeurs communes. Nos langues et nos traditions se ressemblent. Malheureusement, la plupart des gens n'en sont pas conscients. »

Pour l'instant, seuls le Kirghizstan et l'Ouzbékistan participent à ce projet intitulé Dialogue par le théâtre, mais ils seront bientôt rejoints par le Tadjikistan. Ovyakuli Khodjakuli, un célèbre metteur en scène avant-gardiste, en assure la direction artistique. Ce Turkmène a réuni autour de lui 36 professionnels du théâtre. Il a constitué des équipes culturellement mixtes et les a aidées à créer des coproductions. Quatre pièces ont déjà

été montées. Elles revisitent et réinterprètent des œuvres classiques ouzbèkes et kirghizes, en y intégrant beaucoup de chants folkloriques, de danses et d'improvisation. Toutes sont interactives : « Les acteurs dialoguent avec le public et l'intègrent dans l'action qui a lieu sur scène », explique M. Khodjakuli. Un débat est organisé à l'issue de chaque représentation. « Nous avons abordé des thèmes sociaux très complexes. Les spectateurs ont ainsi l'occasion d'en discuter avec les metteurs en scène et les acteurs. »

En 2011 et 2012, les quatre coproductions ont été jouées dans



les capitales et dans plusieurs villes secondaires du Kirghizstan et de l'Ouzbékistan. Partout, elles ont reçu un accueil très chaleureux du public.

Une parabole sur la spirale de la violence

L'une d'elles, intitulée *Kamalak Nidosi* (le gémissement de la corde de l'arc), est basée sur l'œuvre d'un dramaturge kirghize. Cette tragédie a été transformée en comédie par un metteur en scène kirghize. Elle est jouée par six acteurs ouzbeks. Les protagonistes sont trois frères qui se brouillent à la mort de leur père à propos du partage de l'héritage et se livrent une véritable guerre. Ils distribuent des bâtons aux spectateurs en les invitant à choisir leur camp. Soudain, le père revient à la vie. Il calme tout le monde, récupère les armes, puis invite ses fils et les spectateurs à prendre

conscience de la stupidité de ce conflit. À la fin, les acteurs entonnent une chanson kirghize rappelant que la vraie richesse réside dans les valeurs spirituelles.

Cette parabole philosophique a été présentée au public environ un an après un conflit meurtrier qui a opposé Kirghizes et Ouzbeks dans la ville d'Och, au Kirghizstan. Bien que le contexte politique soit encore très tendu, elle a rencontré un vif succès. « Les spectateurs n'ont pas manqué de tirer des parallèles avec les affrontements ethniques. Ils ont compris à quel point il est facile de se laisser entraîner dans une spirale de violence, même si l'on n'est pas concerné a priori », relève Djamilia Moldakhmatova, au bureau de coopération de la DDC à Bichkek (Kirghizstan). « Nous avons besoin de telles pièces qui incitent à réfléchir sur

la manière de construire l'avenir ensemble. »

Le projet n'a toutefois pas l'ambition d'apaiser les conflits qui déchirent l'Asie centrale. « Il est bien trop modeste pour cela », note Barno Turgunova. « En revanche, nous pouvons créer un modèle de comportement. Si les artistes se mettent à coopérer, d'autres personnes essaieront peut-être de le faire dans d'autres domaines. »

Sortir de sa coquille

En tout cas, les participants se montrent enchantés de leur expérience. « L'approche est totalement différente de ce que nous avons fait jusqu'à présent. C'est un projet très intéressant qui nous a permis d'élargir nos compétences », témoigne Ulanbek Omuraliev. Il est l'un des six acteurs kirghizes qui jouent *Shok Bala* (mauvais garçon), pièce basée sur un livre

d'un grand poète ouzbek et montée par un metteur en scène ouzbek.

Cette comédie raconte l'histoire d'un garçon de la campagne qui part à la découverte du monde, se construit en vivant toutes sortes d'aventures et revient chez lui à l'âge adulte. Au début, les comédiens ont douté qu'il soit possible d'interpréter en kirghize un chef-d'œuvre de la littérature ouzbèke. « Puis nous avons commencé à dialoguer avec nos collègues et les barrières sont vite tombées. C'est comme si nous avions toujours attendu ce moment », se souvient M. Omuraliev. « Cela n'apporte rien de bon de s'enfermer dans sa coquille en refusant de connaître ses voisins. » ■

Service

Éduquer pour l'avenir

Depuis le 1^{er} janvier, un site Internet est consacré à l'éducation en vue d'un développement durable (EDD). Son adresse : www.education21.ch. Il sert de plaque tournante à l'ensemble des offres et des initiatives portant sur l'EDD en Suisse. C'est l'une des prestations proposées par la Fondation éducation21. Ce nouveau centre national de compétences a été créé par la DDC, l'Office fédéral de l'environnement, l'Office fédéral de la santé publique, la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique, la Fondation Éducation et développement (FED) et la Fondation suisse d'éducation pour l'environnement (FEE). Cantons, Confédération et société civile lui ont confié la tâche de mettre en œuvre et de pérenniser l'EDD. La Fondation éducation21 remplace la FED et la FEE, qui étaient spécialisées l'une dans l'apprentissage global et l'autre dans l'éducation à l'environnement. Elle ajoute à ces thèmes la santé, l'éducation politique (y compris les droits de l'homme) et l'économie. Son but est de préparer les enfants et les adolescents à vivre dans un monde toujours plus complexe. L'EDD s'inscrit ainsi dans une évolution des programmes scolaires qui poursuit le même objectif.

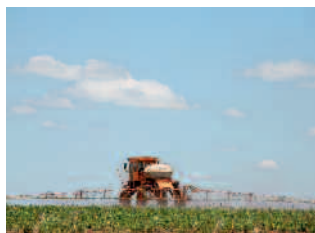


Avec sa quarantaine de collaborateurs, la nouvelle fondation est présente dans toutes les régions linguistiques: elle fournit notamment aux enseignants et aux directions d'écoles des prestations diverses – matériel pédagogique, informations, conseils, financement de projets lancés par des classes ou des écoles. Pour la formation de base et le perfectionnement du personnel enseignant, éducation21 collabore avec les hautes écoles pédagogiques et d'autres établissements. Ses équipes interdisciplinaires travaillent en réseau avec les acteurs de l'EDD à tous les niveaux du système éducatif et de la société civile. Son financement est assuré par la Confédération, les cantons, la société civile et par les revenus issus de prestations.

Informations : www.education21.ch

Résistance au soja génétiquement modifié

(dg) L'industrie agroalimentaire mise de plus en plus sur la production de céréales génétiquement modifiées pour couvrir les besoins croissants de l'élevage industriel en fourrage. Par conséquent, les surfaces vivrières, indispensables à la survie des familles rurales, se réduisent comme une peau de chagrin. De plus, l'épandage massif d'herbicides perturbe l'équilibre écologique. Le documentaire *Raising Resistance* décrit la menace que constitue la monoculture de soja au Paraguay pour les petits paysans, dont beaucoup sont contraints de quitter leur terre. À l'instar de Geronimo Arevalos et de sa famille, les *campesinos* ne se laissent plus faire. Ils se révoltent contre la



domination des grands groupes agricoles et leur recours agressif au génie génétique. Le film témoigne ainsi d'un conflit social et politique qui s'envenime. Il a reçu en 2011 le Prix SRG SSR lors du festival Visions du Réel à Nyon.

Bettina Borgfeld et David Bernet : « *Raising Resistance* », film documentaire, Allemagne/Suisse 2011; informations : service Films pour un seul monde, www.filmseeinewelt.ch

Toutes les couleurs de l'aurore boréale

(er) Des voix féminines fascinantes associent l'engagement sociopolitique à des sonorités enchanteresses, dont les mélodies et les rythmes plongent leurs racines dans les riches traditions musicales des peuples nordiques. Elles ont été réunies sur un album de 18 morceaux par la productrice, chanteuse et militante féministe Deeyah. Cette Norvégienne aux origines pakistano-afghanes, âgée de 35 ans, a invité des chanteuses de Norvège, de Suède, du Danemark, de Finlande et

Musique



d'Islande. On reconnaît d'abord la voix sublime de la Norvégienne Mari Boine, qui appartient au peuple saami, pour aller de découverte en découverte : des chansons pleines de charme, des rythmes brûlants, des mélodies folk ou des thèmes pop entraînants – cela toujours avec des voix qui réjouissent l'oreille. Diverses artistes : « *Deeyah presents Nordic Woman* » (Fuuse Mousiqi/Galileo MC, en ligne)

Un hymne à la gabegie mexicaine

(er) C'est un mélange détonant que propose le dernier album du Mexican Institute of Sound (MIS). Les rythmes de la cumbia, mâtinés de trompettes mariachi, se marient avec de jolis passages au xylophone, des en-

volées de guitare, des lignes de basse, des pulsations de hip-hop et de la polka. Le tout est enrichi par les sonorités du synthétiseur et de l'échantillonneur. Des phrases de rap se font entendre également, souvent déformées par un mégaphone. Le MIS est un projet de musique électronique lancé par le DJ et producteur Camilo Lara. Ce Mexicain de 36 ans a une manière bien à lui de mêler très librement sons et chants dans un esprit à la fois critique et provocateur. Il adopte l'humour noir pour évoquer la gabegie qui paralyse ce pays de 112 millions d'habitants, la corruption ou la guerre contre les cartels de la drogue. Sa chanson mélancolique *México* prend ainsi la tour-

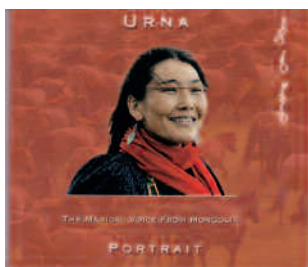


nure d'un hymne ironique à la patrie. Ce disque mérite d'être écouté attentivement – et pas seulement par les amateurs de la nouvelle scène alternative latino.

Mexican Institute of Sound : « Político » (Chusma Records/Nation Music)

Le chant des steppes

(er) Il est presque impossible de trouver en Europe les disques d'Urna Chahar Tugchi, une chanteuse de 43 ans originaire de Mongolie intérieure. Pour combler cette lacune, le label allemand Network Medien, spécialisé dans les musiques du monde, a déniché de magni-



fiques enregistrements et CD de l'artiste. Il en a fait un album intitulé *Portrait* à l'intention du public occidental. On y entend une voix phénoménale couvrant presque quatre octaves et l'amplitude des registres explorés par une artiste capable de la plus grande délicatesse poétique aussi bien que d'une furieuse intensité. Mêlant des accents modernes à des formes ancestrales de musique, Urna chante la vie et les rêves du peuple mongol qui parcourt des steppes infinies. Elle est accompagnée par des ensembles très divers et par des virtuoses de l'accordéon, de l'alto, de la viole à tête de cheval ou du saxophone. *Urna : « Portrait » (Network Medien/K-tel)*

Les erreurs de l'aide à la reconstruction

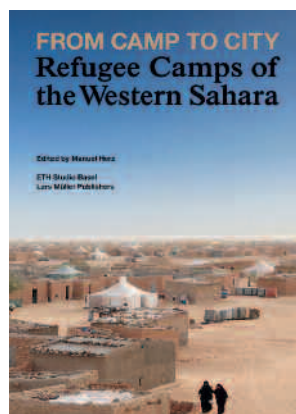
(gn) Après une catastrophe, il ne suffit pas de rebâtir les maisons

Livres et les infrastructures détruites. Les programmes de reconstruction peuvent avoir des conséquences funestes s'ils ne tiennent pas compte des besoins locaux. C'est ce que montre le livre *Post-Disaster Reconstruction and Change*, en s'appuyant sur des cas concrets survenus au Nicaragua, en Inde, au Sri Lanka et en Argentine. Dans l'État indien du Tamil Nadu, par exemple, les maisons traditionnelles ont été remplacées par des constructions en béton. On a abattu par ailleurs de vastes cocoteraies sans se préoccuper de leur importance économique et culturelle. Les auteurs n'ont pas relevé de telles erreurs dans les cas où les bénéficiaires ont pu assumer eux-mêmes la responsabilité des travaux de reconstruction. Quand les projets sont réalisés dans ces conditions, ils coûtent moins cher, les travaux durent moins longtemps et les résultats répondent aux besoins culturels et économiques des populations. En outre, les gens sont plus satisfaits de leurs nouvelles habitations.

Jennifer E. Dwyne Barenstein et Esther Leemann (éd.) : « Post-Disaster Reconstruction and Change », CRC Press 2012

Un autre regard sur les camps de réfugiés

(bf) Les photos de camps de réfugiés témoignent en général de la détresse humaine. Dans son ouvrage *From Camp to City*, Manuel Herz aborde ce thème sous un angle tout à fait nouveau, celui de l'urbanisme et de la conception architecturale. Cet architecte dirige l'enseignement et la recherche à l'ETH Studio Basel – Institut de la ville contemporaine. En parallèle, il s'occupe d'architecture à vocation humanitaire. Son livre prend l'exemple des camps situés dans le désert algérien, où des réfugiés du Sahara occiden-



tal vivent depuis plus de trois décennies, pour examiner leur « urbanité ». L'auteur prend le contre-pied du regard habituel sur les camps de réfugiés, perçus comme des lieux de misère et de désespoir ou comme des destinations de l'aide humanitaire. Il se concentre sur la manière dont leurs habitants vivent, travaillent, se déplacent et se distraient. Il examine quels espaces et quelles structures en résultent. Plus d'un millier de photos assorties de textes présentent et analysent divers aspects de cette existence citadine.

Manuel Herz : « From Camp to City – Refugee Camps of the Western Sahara », ETH Studio Basel/Lars Müller Publishers, Zurich 2012

Cochon sans cornes

(bf) Un chimpanzé, un gorille et une panthère lorgnent en salivant vers les noix suspendues là-haut sur le palmier, mais tous trois repartiront le ventre creux. Lorsque la tortue offre des cornes aux animaux, le cochon laisse passer sa chance ; depuis lors, il fouille la terre jour après jour en grognant. On peut lire ces histoires et d'autres, tout aussi originales et poétiques, dans le recueil *Warum das Schwein keine Hörner hat* (pourquoi le cochon n'a pas de cornes). Les animaux de ces contes ont des traits humains : ils sont malins, courageux ou

égoïstes, mais aussi téméraires, trop curieux ou rêveurs.

Racontées dans la meilleure tradition d'Afrique occidentale qui parle tant aux enfants qu'aux adultes, ces fables sont l'œuvre de l'écrivain et chorégraphe camerounais Henri Mbarga. Elles sont illustrées par le Sénégalais Billy Djité. Ces deux artistes vivent en Suisse.

Henri Mbarga et Billy Djité : « Warum das Schwein keine Hörner hat », Baobab Books, Bâle 2012

Douze candidats à l'émigration

(jls) Après son bestseller *Taxi*, qui relatait la vie quotidienne au Caire vue par des chauffeurs de taxi, l'écrivain égyptien Khaled Al Khamissi a connu un nouveau succès en 2009 avec *L'Arche de Noé*. Ce roman vient d'être traduit en français. Il campe douze personnages aux destins croisés, qui émigrent ou tentent d'émigrer à la recherche d'un emploi. Parmi eux se trouvent un licencié en droit, un restaurateur, un commerçant, un passeur, une prostituée, une chirurgienne et un enseignant. Tous veulent s'embarquer sur cette arche de Noé qu'est l'exil afin d'échapper au déluge qui s'abat sur l'Égypte. « On ne pense qu'à partir », dit l'un d'eux. « Ici, dans cet environnement de chaos et de corruption, il est impossible d'avancer. Il n'y a aucune lumière au bout du tunnel pour nous, aucun pro-



jet.» Ce roman, écrit avant le Printemps arabe, frappe par sa puissance prémonitoire. Il décrit une société sur le point d'exploser, minée par la corruption, la répression politique et les discriminations confessionnelles ou ethniques.

Khaled Al Khamissi : « L'Arche de Noé », octobre 2012, Actes Sud

Mumbai entre fiction et réalité

(bf) Aucun écrivain ne décrit aussi bien que lui l'atmosphère particulière de Mumbai. Âgé de 70 ans, Kiran Nagarkar a toujours vécu dans cette métropole indienne de 18 millions d'habitants. C'est là qu'il situe l'action de tous ses romans, pièces de théâtre et scénarios. Cet auteur écrit aussi bien en marathi, sa langue maternelle, qu'en anglais. Dans *Saat Sakkam Trechalis* (sept fois six font 43), paru en 1974, il raconte l'histoire d'un jeune écrivain qui vit aux crochets de ses proches. En 1994, Kiran Nagarkar a écrit *Ravan and Eddie*. Il y relate l'enfance mouvementée de deux garçons, un Hindou et un chrétien, qui habitent le même immeuble,



mais vivent dans des univers totalement différents. *The Extras* (les figurants), publié en 2012, est la suite de leurs aventures. Ravan est chauffeur de taxi et Eddie videur dans un bar illégal. Rêvant de devenir des stars de cinéma, ils s'engagent comme figurants dans des films de Bollywood. Ce roman haletant et drôle a été traduit en allemand sous le titre *Die Statisten*. À ce jour, un seul livre de Kiran Nagarkar a été traduit en français : *Le petit soldat de Dieu* décrit la trajectoire d'un jeune musulman, très doué en mathématiques, qui bascule dans le terrorisme.

Kiran Nagarkar : « Le petit soldat de Dieu », Buchet Chastel, Paris 2007 ; « Die Statisten », A1, Munich 2012

Genre, justice et mondialisation

(bf) Le Centre interdisciplinaire de recherche sur le genre (IZFG) de l'Université de Berne propose à partir du 11 avril son deuxième cours de formation continue Certificate of Advanced Studies (CAS) « Gender, Justice, Globalisation ». Le programme comprend sept modules, répartis d'avril 2013 à avril 2014. Les participants se familiariseront avec les processus complexes de la mondialisation et l'émergence de normes éthiques et juridiques globales. Cette nouvelle édition sera animée par d'éminents experts

suisses et étrangers, notamment Raphael F. Crowe, spécialiste principal des questions d'égalité entre hommes et femmes au Bureau international du travail, ou Yakın Ertürk, ancienne rap-porteuse spéciale des Nations Unies sur les violences faites aux femmes.

Délai d'inscription à l'ensemble du cours : 1^{er} mars 2013 ; possibilité de s'annoncer plus tard à des modules séparés. Langue d'enseignement : anglais. Informations : www.izfg.unibe.ch cas@izfg.unibe.ch

Des spécialistes du DFAE viennent à vous

Souhaitez-vous obtenir des informations de première main sur la politique étrangère ? Des spécialistes du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) sont à la disposition des écoles, des associations et des institutions, pour présenter des exposés et animer des débats sur divers sujets de la politique étrangère. Le service de conférences est gratuit. Il n'est toutefois disponible qu'en Suisse et trente personnes au moins doivent participer à la manifestation.

Informations : Service de conférences du DFAE, Service de l'information, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne ; tél. 031 322 31 53/44 12 ; fax 031 324 90 47/48 ; courriel : info@eda.admin.ch

Coup de cœur



Entre musique classique et reggaeton

La pianiste Luisa Splett a obtenu un diplôme de concertiste à Santiago du Chili et un autre de soliste à Saint-Petersbourg. Cette artiste née à Winterthur joue dans les salles de concert les plus prestigieuses de la planète.

Ma valise et mon travail de pianiste représentent pour moi la liberté. Je me sens bien partout à condition d'avoir un piano à disposition. À 16 ans, j'ai passé une année à Santiago du Chili, dans le cadre d'un échange scolaire. Après ma formation de base à Zurich, je suis retournée au Chili afin d'y poursuivre mes études. Depuis lors, je suis plus ou moins toujours en route. L'an passé, par exemple, mon programme de concerts m'a emmenée en Argentine, en Équateur et au Brésil. Grâce à ma formation, à tous ces voyages et à mon intérêt pour d'autres cultures, je parle couramment six langues. J'ai déjà passé plus d'un tiers de ma vie à l'étranger. C'est la culture sud-américaine qui m'est la plus proche, en raison de la langue, de la diversité culturelle, de l'insouciance et de la musique. J'aime beaucoup danser la salsa. Mais en faisant des rangements ou le ménage chez moi, j'adore écouter la musique du duo portoricain de reggaeton Calle 13.

(Propos recueillis par Beat Felber)

Impressum

Un seul monde paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Éditeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction :

Martin Dahinden (responsable)
Catherine Vuffray (coordination globale)
Marie-Noëlle Bossel, Marc-André Bünzli, Beat Felber, Sabina Mächler, André Marty, Pierre Maurer, Özgür Unal

Rédaction :

Beat Felber (bf-production)

Gabriela Neuhaus (gn), Jane-Lise Schneberger (jls), Mirella Wepf (mw), Ernst Rieben (er), Luca Beti (version italienne)

Graphisme : Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho et impression :

Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements et changements d'adresse :

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de :

DFAE, Service de l'information, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne, Courriel : info@deza.admin.ch
Tél. 031 322 44 12
Fax 031 324 90 47
www.ddc.admin.ch

860215346

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total : 52200

Couverture : Manifestation de Libyens opposés au régime de Kadhafi, au printemps 2011 ; Hollande Hoochte/laif

ISSN 1661-1675

« La fronde populaire a démantelé un système qui refusait d'entreprendre les changements nécessaires pour fournir à la population des emplois et des moyens de subvenir à ses besoins. »

Vicken Cheterian, page 9

« Nous avons besoin d'un contrat social qui assure les mêmes chances à tous les citoyens, rémunère le dur labeur et vient en aide aux personnes défavorisées. »

Ahmed Galal, page 16

« La vieillesse ne me fait pas peur, car j'ai bien élevé mes filles et je sais qu'elles m'aideront quand j'en aurai besoin. »

María del Rosario Barahona, page 22
